

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 932

30 mars 2016

SOMMAIRE

| | | | |
|--|-------|---|-------|
| 3 Etoiles S.à r.l. | 44691 | Mars Propco 20 S.à r.l. | 44690 |
| Bandolux S.à r.l. | 44694 | Maxmathal Développement S.A. | 44690 |
| Charon S.A. | 44697 | Megatron S.à r.l. | 44696 |
| Charon SPF S.A. | 44697 | Mric | 44691 |
| CPFL S.à r.l. | 44699 | Naropa Properties Luxembourg S.A. | 44693 |
| Crème SA | 44694 | OC Investments S.à r.l. | 44693 |
| Earl Grey SPF S.A. | 44708 | Offenbach German Holdings AREIII (Luxembourg) S.à r.l. | 44690 |
| Easterly Global Trade Finance S.A. | 44723 | Orion IV European 29 S.à r.l. | 44736 |
| EPF (Luxembourg) 2 S.à.r.l. | 44730 | Orion IV European 30 S.à r.l. | 44736 |
| Euritrade S.A. | 44694 | Oxo International S.A. | 44691 |
| Euroclassica-Edugroup | 44726 | RPIT A S.à r.l. | 44730 |
| Flimmerkëscht a.s.b.l. | 44734 | Timmy S.A., SPF | 44695 |
| G.O. IB - Luxembourg One S.à r.l. | 44694 | TISCIMED (Technologie d'Information en Sciences Médicales), S.à r.l. | 44696 |
| Immo-Maxma s.à r.l. | 44692 | Togiram S.A. | 44695 |
| Immo Syndic Raguso S.à r.l. | 44692 | Umbrella Global Holdings | 44696 |
| Institut de beauté Selma S.à r.l. | 44692 | Umbrella Holdings | 44696 |
| I & S Coiffure S.à.r.l. | 44692 | Vertigo. Net S.A. | 44694 |
| Jacoby Sàrl | 44692 | Vide S.A. | 44695 |
| Jardin Populaire S.à r.l. | 44692 | VIP Holding S.à r.l. | 44695 |
| Klein Participations S.à r.l. | 44690 | VIP Power S.à r.l. | 44695 |
| Kobalt Music Royalties Sarl | 44690 | Viva Energy Holding S.à r.l. | 44695 |
| Macoma S.A. | 44691 | Vonal Services S.A. | 44691 |
| Maflo | 44693 | Westwood Investments S.A. | 44691 |
| Maler- und Stuckateurbetrieb Strupp GmbH | 44693 | | |
| Markcis s.à r.l. | 44693 | | |

Klein Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5695 Emerange, 11, rue d'Elvange.
R.C.S. Luxembourg B 175.106.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Klein Participations S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2016068782/12.

(160031969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Kobalt Music Royalties Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 162.588.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kobalt Music Copyrights SARL

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2016068783/11.

(160031847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Mars Propco 20 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 122.312.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068832/9.

(160031585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Maxmathal Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 90.342.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016068834/11.

(160031302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Offenbach German Holdings AREIII (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 169.515.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Offenbach German Holdings AREIII (Luxembourg) S.à r.l.

Mandataire

Référence de publication: 2016068890/11.

(160031834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Mric, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5331 Moutfort, 10, rue des Prés.
R.C.S. Luxembourg B 180.261.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Mric
S.à.r.l. unipersonnelle
Fiduciaire des P.M.E. SA

Référence de publication: 2016068844/12.

(160032068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Macoma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1126 Luxembourg, 2, rue d'Amsterdam.
R.C.S. Luxembourg B 157.629.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MACOMA S.A.
Société anonyme
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2016068846/12.

(160031524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

**Westwood Investments S.A., Société Anonyme,
(anc. Oxo International S.A.).**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 54.952.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016068460/10.

(160031267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

3 Etoiles S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4042 Esch-sur-Alzette, 88, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 98.969.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016068466/10.

(160031161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Vonal Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34A, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 142.129.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2016068449/10.

(160030770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

I & S Coiffure S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4777 Pétange, 1, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 147.910.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068718/9.

(160031364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Institut de beauté Selma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4676 Nieder Korn, 6A, rue Theis.

R.C.S. Luxembourg B 162.075.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068729/9.

(160031440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Immo Syndic Raguso S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4551 Nieder Korn, 17, rue des Ecoles.

R.C.S. Luxembourg B 134.840.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068737/9.

(160031363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Immo-Maxma s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4950 Bascharage, 1, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 147.708.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068738/9.

(160031442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Jacoby Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3899 Foetz, 93, rue Théodore de Wacquant.

R.C.S. Luxembourg B 72.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068755/9.

(160031439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Jardin Populaire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7790 Bissen, 14, rue Jean-Baptiste Kremer.

R.C.S. Luxembourg B 163.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068756/9.

(160031438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Markcis s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2181 Luxembourg, 6, rue G.C. Marshall.
R.C.S. Luxembourg B 193.922.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MARKCIS s.à r.l.
Société à responsabilité limitée
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2016068852/12.

(160031705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Naropa Properties Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 123.872.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NAROPA PROPERTIES LUXEMBOURG S.A.
Un mandataire

Référence de publication: 2016068878/12.

(160031631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

OC Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 166.007.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OC Investments S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2016068896/11.

(160031758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Maler- und Stuckateurbetrieb Strupp GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4961 Küntzig, 2, rue Longue.
R.C.S. Luxembourg B 152.980.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068848/9.

(160031429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Maflo, Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 160.278.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068847/10.

(160031444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Signature.

Crème SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 2, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 79.736.

—
Extrait de la résolution prise par les actionnaires en date du 02 novembre 2015

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 novembre 2015.

Pour Crème S.A.

Les administrateurs

Référence de publication: 2016069730/13.

(160033029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Bandolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5426 Greiveldange, 12A, A Benzelt.
R.C.S. Luxembourg B 83.129.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016069661/11.

(160033025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Euritrade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8053 Bertrange, 87, rue des Champs.
R.C.S. Luxembourg B 115.923.

—
Le Bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 18 février 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016068665/10.

(160031495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2016.

Vertigo. Net S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 176.117.

—
Rectificatif du dépôt n° L150159687 du 28/08/2015 – Référence de publication 201546293/9

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068441/10.

(160030773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

G.O. IB - Luxembourg One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 98.692.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069824/10.

(160032978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Timmy S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 189.196.

Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068407/9.

(160030855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Togiram S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 70.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068409/9.

(160031020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Viva Energy Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 184.621.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068435/9.

(160030722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Vide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 121.270.

Le bilan au 31/12/2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068442/9.

(160030672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

VIP Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 184.597.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068444/9.

(160030715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

VIP Power S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 184.635.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016068445/9.

(160030564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

TISCIMED (Technologie d'Information en Sciences Médicales), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1952 Luxembourg, 39, rue Nina et Julien Lefèvre.
R.C.S. Luxembourg B 105.663.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016058323/10.

(160018255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

Umbrella Global Holdings, Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 25.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 200.985.

L'actionnaire unique a décidé en assemblée générale de nommer les personnes suivante en tant que gérant de la société, pour une durée indéterminée, à partir de 26 janvier 2016:

- Lynsey Ann Blair, avec adresse professionnelle à 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- Christoffel Alfonsus Maria Mul, avec adresse professionnelle à 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Et aussi

- la démission du gérant, Michael Rudolf Haller, ayant son adresse à 16 rue du Rham, L-6991 Rameldange, Luxembourg, a été acceptée avec effet au 27 janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2016058325/17.

(160018074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

Umbrella Holdings, Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 63.182.700,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 158.071.

L'actionnaire unique a décidé en assemblée générale de nommer les personnes suivante en tant que gérant de la société, pour une durée indéterminée, à partir de 26 janvier 2016:

- Lynsey Ann Blair, avec adresse professionnelle à 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- Christoffel Alfonsus Maria Mul, avec adresse professionnelle à 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Et aussi

- la démission du gérant, Michael Rudolf Haller, ayant son adresse à 16 rue du Rham, L-6991 Rameldange, Luxembourg, a été acceptée avec effet au 27 janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2016058326/17.

(160018075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

Megatron S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 12, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 154.127.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016064653/10.

(160026386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

**Charon S.A., Société Anonyme,
(anc. Charon SPF S.A.).**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 51.034.

L'an deux mil quinze, le vingt-trois décembre.

Pardevant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme de gestion de patrimoine familial, établie à Luxembourg sous la dénomination de "Charon SPF S.A.", avec siège social au 11A, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 51.034 et constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Paul HENCKS, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 6 avril 1995, publié Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 377 du 9 août 1995. Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 31 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 693 du 12 avril 2011.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Marie-Paul VAN WAELEM, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 11A, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Madame Marie-Paul VAN WAELEM, prénommée.

Madame le Président expose ensuite:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que toutes les mille deux cent cinquante (1.250) actions sur les mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25.- EUR) chacune, représentant cent pour cent (100%) du capital social de trente et un mille deux cent cinquante euros (31.250.- EUR), sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit.

Ladite liste de présence signé «ne varietur», portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec le procès verbal de l'assemblée générale des actionnaires ci-avant mentionnée, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'assemblée constate que la société n'a pas émis d'emprunt obligataire;

III. Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

1) Changement de la dénomination de la société de "Charon SPF S.A." en "Charon S.A.", et modification subséquente de l'article 1^{er}, et l'article 22 des statuts de la Société;

2) Transformation d'une société anonyme de gestion de patrimoine familial (Spf) en société anonyme et modification de l'article 4 des statuts de la société de sorte à ce que l'objet social de la société aura désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la Société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation de tous actifs financiers au sens large.

La société a aussi pour objet la gestion de son propre patrimoine immobilier par l'achat, la location, la mise en valeur et la vente de toutes propriétés et droits immobiliers, aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

La Société est autorisée à ouvrir des filiales ou succursales tant au Grand-Duché qu'à l'étranger.»;

3) Suppression de plusieurs paragraphes à l'article 5 des statuts de la Société suite à l'expiration du capital autorisé en date du 19 décembre 2005 et afin de le mettre en conformité avec les dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relatives aux actions au porteur; et

4) Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame le Président et, après s'être reconnue régulièrement constituée, aborde l'ordre du jour et prend, après délibération, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de changer la dénomination de la société de «Charon SPF S.A.» en «Charon S.A.» et décide de modifier l'article 1^{er} et l'article 22 des statuts de la Société qui auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de Charon S.A..»

« **Art. 22**. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de procéder à la transformation de la société de son statut actuel de société anonyme de gestion de patrimoine familial en société anonyme de sorte que l'article 4 des statuts de la société relatif à l'objet social de la société aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 4**. La Société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la Société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation de tous actifs financiers au sens large.

La société a aussi pour objet la gestion de son propre patrimoine immobilier par l'achat, la location, la mise en valeur et la vente de toutes propriétés et droits immobiliers, aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

La Société est autorisée à ouvrir des filiales ou succursales tant au Grand-Duché qu'à l'étranger.»

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de supprimer plusieurs paragraphes à l'article 5 des statuts de la Société suite à l'expiration du capital autorisé en date du 19 décembre 2005 et afin de le mettre en conformité avec les dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relatives aux actions au porteur, de sorte qu'il se lira désormais comme suit:

« **Art. 5**. Le capital social est fixé à trente et un mille deux cent cinquante euros (31.250.- EUR) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25.- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, racheter ses propres actions.

Le conseil d'administration peut, sur décision de l'assemblée générale des actionnaires, autoriser l'émission d'emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Les obligations doivent être signées par deux administrateurs; ces deux signatures peuvent être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe.

Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Un registre de(s) actionnaire(s) de la Société sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts d'actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

Tous les certificats au porteur émis devront être immobilisés auprès d'un dépositaire désigné par le conseil d'administration. Le conseil d'administration informera les actionnaires de toute nomination de dépositaire ou de tout changement le concernant dans le délai de 15 jours ouvrables. Les actes de nomination ou changement concernant les dépositaires devront être déposés et publiés conformément à l'article 11bis §1^{er}, 3), d) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Un registre des actions au porteur sera ouvert, lequel se trouvera auprès de dépositaire et renseignera la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre des actions au porteur ou coupures détenues, la date du dépôt, les transferts, l'annulation ou la conversion des actions en titres nominatifs avec leur date.

La propriété de l'action au porteur s'établit par l'inscription sur le registre des actions au porteur. A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat peut être lui délivré par le dépositaire constatant toutes les inscriptions le concernant qui lui sera remis endéans 8 jours calendrier.

Toute cession entre vifs est rendue opposable vis-à-vis des tiers et de la Société par un constat de transfert inscrit par dépositaire sur le registre des actions au porteur sur base de tout document ou notification constatant le transfert de propriété entre cédant et cessionnaire. La notification de transfert pour cause de mort est valablement faite à l'égard de dépositaire, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

Les actions au porteur ne se trouvant pas en dépôt ou n'étant pas valablement inscrites dans le registre des actions au porteur, verront leurs droits suspendus.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève à environ mille huit cents euros (1.800.- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci, par son mandataire, a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M.P. Van Waelem, C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 28 décembre 2015. 2LAC/2015/30096. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2016.

Référence de publication: 2016007329/137.

(160006452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2016.

CPFL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.236.900,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 170.034.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of December,
before us, Maître Marc Loesch, notary residing at Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned,
there appeared:

3939804 Canada Inc., a company duly incorporated and existing under the Canada Business Corporations Act, having its registered office at 7550, Ogden Dale Road S.E.,- T2C 4X9 Calgary AB, Canada, registered under number 3939804,

here duly represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address at 13, avenue François Clément, L-5612 Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 11 December 2015.

The said proxy, after signature ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be registered therewith.

The appearing party, acting through its legal representative, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

I. The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of CPFL S.à r.l., a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée") organized and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 170034 (the "Company"). The Company has been incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, dated July 5th, 2012, which deed has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1995 on August 10th, 2012, and lastly modified pursuant to a deed of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of

Luxembourg, dated October 28, 2015, which deed is not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The Company's share capital is set at twenty million two hundred twelve thousand two hundred Dollars of the United States of America (USD 20,212,200) represented by one hundred ninety-six thousand seven hundred and twenty-nine (196,729) ordinary shares, by five thousand (5,000) Class A mandatory redeemable preferred shares, by one hundred (100) Class B mandatory redeemable preferred shares, by one hundred (100) Class C mandatory redeemable preferred shares, by sixty (60) Class D mandatory redeemable preferred shares by thirty (30) Class E mandatory redeemable preferred shares and one hundred and three (103) Class F1 mandatory redeemable preferred shares, all having a par value of one hundred Dollars of the United States of America (USD 100) each.

III. The Sole Shareholder currently holds all the shares in the Company.

IV. The meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the following agenda:

(i) Increase of the Company's share capital by an amount of twenty four thousand seven hundred Dollars of the United States of America (USD 24,700) by the creation and issuance of two hundred forty seven (247) Class F2 MRPS with an aggregate Class F2 MRPS premium of two hundred forty six million nine hundred seventy five thousand three hundred Dollars of the United States of America (USD 246,975,300);

(ii) Subscription and full payment of the Class F2 MRPS by the Sole Shareholder by a contribution in kind;

(iii) Amendment of the article 5 of the Company's articles of incorporation;

(iv) Miscellaneous.

V. The meeting resolves to take the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's capital by an amount of twenty four thousand seven hundred Dollars of the United States of America (USD 24,700), in order to bring the capital from its present amount of twenty million two hundred twelve thousand two hundred Dollars of the United States of America (USD 20,212,200) to an amount of twenty million two hundred thirty six thousand nine hundred Dollars of the United States of America (USD 20,236,900), through the issuance of two hundred forty seven (247) Class F2 MRPS with a par value of one hundred Dollars of the United States of America (USD 100) each, all subscribed and fully paid up.

Second resolution

The Sole Shareholder, represented as stated above, declares:

(i) to subscribe for two hundred forty seven (247) new Class F2 MRPS with a nominal value of one hundred Dollars of the United States of America (USD 100) each;

(ii) to fully pay them up by a contribution in kind consisting of financial assets having an aggregate value of two hundred forty seven million Dollars of the United States of America (USD 247,000,000) (the "Contribution") including the full payment of:

a) two hundred forty seven (247) new class of shares called Class F2 MRPS for an amount of twenty four thousand seven hundred Dollars of the United States of America (USD 24,700),

b) a Class F2 MRPS share premium in respect of the Class F2 MRPS shares for an amount of two hundred forty six million nine hundred seventy five thousand three hundred Dollars of the United States of America (USD 246,975,300).

Description of the contribution

The assets contributed are legally owned by the Subscriber. The assets contributed to the Company are composed of financial assets of two hundred forty seven million Dollars of the United States of America (USD 247,000,000).

Evidence of the contribution's existence and Value

The aggregate value of this contribution in kind is two hundred forty seven million Dollars of the United States of America (USD 247,000,000).

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a statement of contribution value established by the managers of the Company, attesting to the value of the Financial Assets and their free transferability.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the Company's articles of incorporation to reflect the foregoing changes to set out the rights and privileges of the MRPS.

The following article is amended and will have henceforth the following wording:

" Art. 5. Share Capital.

5.1. Definitions

Class A MRPS Shareholder(s): means holder(s) of Class A MRPS.

Class B MRPS Shareholder(s): means holder(s) of Class B MRPS.

Class C MRPS Shareholder(s): means holder(s) of Class B MRPS.

Class D MRPS Shareholder(s): means holder(s) of Class D MRPS.

Class E MRPS Shareholder(s): means holder(s) of Class E MRPS.

Class F MRPS Shareholder(s): means holder(s) of Class F MRPS.

Class F1 MRPS Shareholder(s): means holder(s) of Class F1 MRPS.

Class F2 MRPS Shareholder(s): means holder(s) of Class F2 MRPS.

Class A Underlying Assets: means the financial asset(s) acquired or to be acquired and financed directly by the issuance of the Class A MRPS and/or any other financial asset(s) replacing any such financial asset(s), or purchased or financed with the Income and other proceeds arising out of such financial asset(s) or of a disposal of all or part of such financial asset(s).

Class B Underlying Assets: means the financial asset(s) acquired or to be acquired and financed directly by the issuance of the Class B MRPS and/or any other financial asset(s) replacing any such financial asset(s), or purchased or financed with the Income and other proceeds arising out of such financial asset(s) or of a disposal of all or part of such financial asset(s).

Class C Underlying Assets: means the financial asset(s) acquired or to be acquired and financed directly by the issuance of the Class C MRPS and/or any other financial asset(s) replacing any such financial asset(s), or purchased or financed with the Income and other proceeds arising out of such financial asset(s) or of a disposal of all or part of such financial asset(s).

Class D Underlying Assets: means the financial asset(s) acquired or to be acquired and financed directly by the issuance of the Class D MRPS and/or any other financial asset(s) replacing any such financial asset(s), or purchased or financed with the Income and other proceeds arising out of such financial asset(s) or of a disposal of all or part of such financial asset(s).

Class E Underlying Assets: means the financial asset(s) acquired or to be acquired and financed directly by the issuance of the Class E MRPS and/or any other financial asset(s) replacing any such financial asset(s), or purchased or financed with the Income and other proceeds arising out of such financial asset(s) or of a disposal of all or part of such financial asset(s).

Class F1 Underlying Assets: means the financial asset(s) acquired or to be acquired and financed directly by the issuance of the Class F1 MRPS and/or any other financial asset(s) replacing any such financial asset(s), or purchased or financed with the Income and other proceeds arising out of such financial asset(s) or of a disposal of all or part of such financial asset(s).

Class F2 Underlying Assets: means the financial asset(s) acquired or to be acquired and financed directly by the issuance of the Class F2 MRPS and/or any other financial asset(s) replacing any such financial asset(s), or purchased or financed with the Income and other proceeds arising out of such financial asset(s) or of a disposal of all or part of such financial asset(s).

Impairment: means, with respect to Underlying Assets relating to a given class of MRPS, any decrease in value recorded or to be recorded under Luxembourg GAAP at the time of redemption in the interim financial statements of the Company used to determine among other things the existence of sufficient available funds for the redemption of the said class of MRPS.

Income: means, with respect to Underlying Assets relating to a given class of MRPS, the income accrued or received (such as but not limited to interest income) and any gains realized by the Company according to the Luxembourg GAAP, during any relevant accounting period of the Company.

Luxembourg GAAP: means the Luxembourg generally accepted accounting principles.

MRPS: means mandatory redeemable preferred shares.

MRPS Shareholder(s): means holder(s) of MRPS of each class and the terms “shareholder” or “shareholders” shall mean the holders of the Shares and/or the holders of MRPS, as the context requires.

Shares: means ordinary shares and MRPS collectively.

Underlying Assets: means collectively the Class A Underlying Assets, the Class B Underlying Assets, the Class C Underlying Assets, the Class D Underlying Assets, the Class E Underlying Assets, the Class F1 Underlying Assets and the Class F2 Underlying Assets.

For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to a class of MRPS shall also mean a reference to a sub-class of this class of MRPS unless the context otherwise requires.

5.2. Share Capital.

The subscribed share capital is set at twenty million two hundred thirty six thousand nine hundred Dollars of the United States of America (USD 20,236,900) represented by one hundred ninety-six thousand seven hundred and twenty-nine (196,729) ordinary shares (hereafter the “Ordinary Shares”), by five thousand (5000) Class A mandatory redeemable preferred shares (hereafter the “Class A MRPS”), by one hundred (100) Class B mandatory redeemable preferred shares (hereafter the “Class B MRPS”), by one hundred (100) Class C mandatory redeemable preferred shares (hereafter the “Class

C MRPS”), by sixty (60) Class D mandatory redeemable preferred shares (hereafter the “Class D MRPS”), by thirty (30) Class E mandatory redeemable preferred shares (hereafter the “Class E MRPS”), by one hundred and three (103) Class F1 mandatory redeemable preferred shares (hereafter the “Class F1 MRPS”) and by two hundred forty seven (247) Class F2 mandatory redeemable preferred shares (hereafter the “Class F2 MRPS”).

all having a par value of one hundred Dollars of the United States of America (USD 100) each, all subscribed and fully paid up.

The Company may redeem its ordinary shares within the limit fixed by the Law.

The share capital may be increased or decreased by a decision of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders, as the case may be.

5.3. MRPS

Each MRPS is a redeemable share. The subscribed and fully paid-up MRPS of a given class shall be mandatorily redeemed upon decision by the managers of the Company in accordance with the provisions of the Law on the tenth (10th) anniversary of the date of issuance of the Class A MRPS, on the tenth (10th) anniversary of the date of issuance of the Class B MRPS, on the tenth (10th) anniversary of the date of issuance of the Class C MRPS, on the seventh (7th) anniversary of the date of issuance of the Class D MRPS, on the tenth (10th) anniversary of the date of issuance of the Class E MRPS and on the tenth (10th) anniversary of the date of issuance of the Class F MRPS including each subclass attached to the Class F MRPS, or at an earlier date as proposed by the board of managers and approved by the shareholders of the Company but in no case such date should respectively be later than ten (10) years as from the date of issuance of the Class A MRPS, ten (10) years as from the issuance of the Class B MRPS, ten (10) years as from the date of issuance of the Class C MRPS, seven (7) years as from the date of issuance of the Class D MRPS, ten (10) years as from the date of issuance of the Class E MRPS, and ten (10) years as from the date of issuance of the Class F MRPS including each subclass attached to the Class F MRPS. The redemption of the MRPS of a given class or sub-class can only be made by using sums available for distribution for the said class or sub-class.

An amount equal to the nominal value of all the redeemed MRPS of a given class (i.e., MRPS share capital account and related MRPS share premium account of said class) must be included in an MRPS redemption reserve for each class (respectively the “Class A MRPS Redemption Reserve”, the “Class B MRPS Redemption Reserve”, the “Class C MRPS Redemption Reserve”, the “Class D MRPS Redemption Reserve”, the “Class E MRPS Redemption Reserve”, the “Class F1 MRPS Redemption Reserve” and the “Class F2 MRPS Redemption Reserve”) which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a reduction of the subscribed capital; the reserve may only be used to increase the subscribed capital by capitalization of reserves.

Redemption Price: Except as provided otherwise (i) in these articles of association or, alternatively, (ii) by a written agreement which may be entered into between the Company and the holder(s) of the MRPS, the redemption price (the “Original Redemption Price”) of each outstanding MRPS of a given class to be redeemed will be, at the sole discretion of the Company, paid in cash or in kind and will be equal to the subscription price for the said class of MRPS to be redeemed as paid by the MRPS holder(s) of said class at the time of issue (i.e. MRPS share capital and related MRPS share premium account of said class) plus a proportional fraction of the MRPS Reserve of said class plus any accrued but unpaid preferred dividend on each MRPS of said class to be redeemed at the time of the redemption. For the avoidance of doubt, any preferred dividends declared but not paid in respect of the MRPS of a given class to be redeemed shall be paid prior to any redemption of MRPS.

If, at the time of redemption of an MRPS of a given class through the transfer of the Underlying Asset linked to the redeemed MRPS of the said class, there is an Impairment of the said Underlying Assets acquired or to be acquired and related to the said redeemed MRPS (and of any accrued but unpaid dividends on each MRPS to be redeemed), the Redemption Price of the redeemed MRPS (“Impaired Redemption Price”) will be limited to (a) the impaired book value, at the time of redemption, under Luxembourg GAAP of the Underlying Asset to be transferred in repayment of the redeemed MRPS calculated on a pro-rata basis to the number of redeemed MRPS out of the total number of MRPS to be redeemed, to be increased by the ratio between (b) an amount equivalent to 1% of the nominal value of the Underlying Assets but with a maximum amount equivalent to EUR 2,000,000 (to be allocated to the Underlying Assets that are impaired and linked to the redeemed MRPS based on the total amount of outstanding financing by the Company) and (c) the number of the outstanding MRPS to be redeemed at the time of the redemption.

This limitation of the Original Redemption Price to the Impaired Redemption Price also applies to the redemption of MRPS with transfer of cash and/or assets deriving from the disposal and/or reimbursement of Underlying Assets subject to Impairment.

For the avoidance of doubt, this adjustment cannot result in the Impaired Redemption Price being greater than the Original Redemption Price and any redemption should be made within the limits of art. 72-1 of the Law.

Furthermore, MRPS can only be redeemed to the extent that these redemptions would not have the effect of reducing the net assets below the aggregate of the subscribed capital and the reserves which may not be distributed under law.

Penalty for deferred Payment of Redemption: Upon the redemption of MRPS of a given class, the payment of the applicable redemption price on the MRPS of said class to be redeemed may be deferred, in whole or in part, if the Company does not have sufficient amounts available for distribution to redeem all the MRPS of said class.

In such case the Company shall still redeem all the MRPS of said class and shall pay at the time of the redemption that part of the redemption price which the Company is capable of paying with the amounts available for distribution as at the mandatory redemption date.

Thereafter, the Company shall, in priority to any other amounts payable in respect of its share capital, pay to the former MRPS holder(s) when it has sufficient amounts available to do so, the balance of any amounts owing in respect of the redemption plus a penalty calculated on the deferred payment. The penalty will be determined by the Company and the MRPS holder at that time.

In case of a partial payment of the total redemption price of MRPS of a given class to be redeemed at the final redemption date, the Company may not pay any amounts derived from the Underlying Assets of said class to any other shareholder in respect of its other share capital until the outstanding redemption price of said class has been paid in full.

Subject to the terms of the present article, in the event of any liquidation, dissolution or winding up of the Company, after payment of all third party debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, the MRPS holder (s) of each class will be entitled to the applicable redemption price plus an amount payable in cash or in kind equal to any accrued but unpaid dividend, prior to the payment of any amount in respect of its other share capital.

For the avoidance of doubt, the MRPS holders shall not have the right to participate in any liquidation proceeds other than the right to payment of the applicable redemption price and accrued but unpaid dividend.

The Company shall constitute for each class of MRPS a reserve (respectively the “Class A MRPS Reserve”, the “Class B MRPS Reserve”, the “Class C MRPS Reserve”, the “Class D MRPS Reserve”, the “Class E MRPS Reserve” and the “Class F MRPS Reserve”), each reserve of the said class to be exclusively used for any payment to be made to the subscriber thereof on the said class of MRPS or by the Company in accordance with these articles of association or the Law.

The Company shall maintain for each class of MRPS a share premium account for the exclusive benefit of the holders of each class of MRPS (respectively the “Class A MRPS Share Premium”, the “Class B MRPS Share Premium”, the “Class C MRPS Share Premium”, the “Class D MRPS Share Premium”, the “Class E MRPS Share Premium” and the “Class F MRPS Share Premium”) and there shall be recorded to such account, the amount or value of any premium paid in relation to the said class of MRPS.

Amounts so recorded respectively to the Class A MRPS Share Premium, to the Class B MRPS Share Premium, to the Class C MRPS Share Premium, to the Class D MRPS Share Premium, to the Class E MRPS Share Premium and to the Class F MRPS Share Premium will constitute distributable reserves of the Company for the sole benefit of the MRPS Shareholder(s).

MRPS holder(s) are entitled to the same voting rights as the holder(s) of Common Shares.

A shareholders' register shall be kept by the Company at its registered office. The shareholders' register shall mention the name, the profession and the address of each shareholder as notified by that shareholder to the Company, the number of the shares held by each shareholder and, as the case may be, the date and details of any share transfer or conversion. Each shareholder shall notify in writing to the Company its address and any change thereof.

The ownership of the shares will be evidenced by the inscription in the Shareholders' register”.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at seven thousand euro (EUR 7,000.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English text and the German text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter together with the undersigned notary.

Nachfolgend die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am fünfzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichnenden Notar Marc Loesch, mit dem Amtssitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg,
ist erschienen:

3939804 Canada Inc., eine unter dem Canada Business Corporations Act ordnungsgemäß gegründete und bestehende Gesellschaft mit Gesellschaftssitz in 7550, Ogden Dale Road S.E., T2C 4X9 Calgary AB, Kanada, eingetragen unter der Nummer 3939804,

hier rechtmäßig vertreten durch Herrn Frank Stolz-Page, geschäftsansässig in 13, avenue François Clément L-5612 Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg,

aufgrund einer am 11. Dezember 2015 privatschriftlich ausgestellten Vollmacht.

Die erteilte Vollmacht bleibt, nachdem sie von dem Bevollmächtigten und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit derselben registriert zu werden.

In Anbetracht des Folgenden hat die erschienene Partei durch ihren gesetzlichen Vertreter den unterzeichneten Notar gebeten, die folgenden Beschlüsse aufzuzeichnen:

I. Die erscheinende Partei ist alleinige Anteilinhaberin (die „Alleinige Anteilinhaberin“) der CPFL S.à r.l, einer nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründeten und bestehenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung („Société à responsabilité limitée“) mit Gesellschaftssitz in 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, welche im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 170034 eingetragen ist (die „Gesellschaft“). Die Gesellschaft wurde per notarieller Urkunde, erstellt von Maître Carlo Wersandt, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, vom 5. Juli 2012, gegründet, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter der Nummer 1995 am 10. August 2012 veröffentlicht und zuletzt gemäß einer Urkunde von Maître Marc Loesch, Notar mit Amtssitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg, vom 28. Oktober 2015, welche zur Eintragung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations eingereicht wurde, geändert wurde.

II. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwanzig Millionen zweihundertzwölftausendzweihundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 20.212.200), das auf einhundertsechszehnzigtausendsiebenhundertneundzwanzig (196.729) Stammanteile, fünftausend (5.000) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse A, einhundert (100) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse B, einhundert (100) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse C, sechzig (60) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse D, dreißig (30) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse E und einhundertdrei (103) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse F1, alle mit einem Nennwert von je einhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 100), entfällt.

III. Die Alleinige Anteilinhaberin hält derzeit alle Anteile an der Gesellschaft.

IV. Die Versammlung wurde somit ordnungsgemäß einberufen und war in allen Punkten der nachfolgenden Tagesordnung beschlussfähig:

(i) Erhöhung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag von vierundzwanzigtausendsiebenhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 24.700) durch die Schaffung und Ausgabe von zweihundertsiebenundvierzig (247) MRPS der Klasse F2 mit einem Gesamt- Klasse F2-MRPS-Agio von zweihundertsechszehnzig Millionen neunhundertfünfundszigtausenddreihundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 246.975.300);

(ii) Zeichnung und vollständige Zahlung der MRPS der Klasse F2 durch die Alleinige Anteilinhaberin durch eine Sacheinlage;

(iii) Änderung von Artikel 5 der Gesellschaftssatzung;

(iv) Verschiedenes.

V. Die Versammlung fasst die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleinige Anteilinhaberin beschließt, das Gesellschaftskapital um einen Betrag von vierundzwanzigtausendsiebenhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 24.700) zu erhöhen, um das Kapital von derzeit zwanzig Millionen zweihundertzwölftausendzweihundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 20.212.200) auf den Betrag von zwanzig Millionen zweihundertsechszehnzigtausendneuhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 20.236.900) zu erhöhen durch die Ausgabe von zweihundertsiebenundvierzig (247) MRPS der Klasse F2, mit einem Nennwert von je einhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 100), welche alle gezeichnet und voll eingezahlt wurden.

Zweiter Beschluss

Die Alleinige Anteilinhaberin erklärt:

(i) zweihundertsiebenundvierzig (247) neue MRPS der Klasse F2 mit einem Nennwert von je einhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 100) zu zeichnen;

(ii) diese Anteile durch eine Sacheinlage bestehend aus Finanzanlagen mit einem Gesamtwert von zweihundertsiebenundvierzig Millionen Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 247.000.000) (die „Einbringung“) voll zu bezahlen. Dazu gehört die vollständige Bezahlung von:

a) zweihundertsiebenundvierzig (247) Anteilen der neuen Anteilsklasse namens MRPS der Klasse F2 für einen Betrag von vierundzwanzigtausendsiebenhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 24.700),

b) einem MRPS-Klasse-F2-Agio zu den MRPS der Klasse F2 in Höhe von zweihundertsechszehnzig Millionen neunhundertfünfundszigtausenddreihundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 246.975.300).

Beschreibung der Einbringung

Der Zeichner ist rechtmäßiger Eigentümer der eingebrachten Vermögenswerte. Die in die Gesellschaft eingebrachten Vermögenswerte bestehen aus Finanzanlagen in Höhe von zweihundertsiebenundvierzig Millionen Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 247.000.000).

Nachweis über die Existenz und die Höhe der Einbringung

Der Gesamtwert dieser Sacheinlage beträgt zweihundertsiebenundvierzig Millionen Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 247.000.000).

Ein Nachweis über die Existenz und die Höhe der Einbringung wurde erbracht in Form einer von den Geschäftsführern der Gesellschaft erstellten Erklärung über die Einlagehöhe, welche die Höhe der Finanzanlagen und deren freie Übertragbarkeit belegt.

Dritter Beschluss

Infolge der obigen Beschlüsse beschließt die Alleinige Anteilinhaberin, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft so abzuändern, dass den obigen Änderungen Rechnung getragen wird, um die Rechte und Privilegien der MRPS darzulegen.

Der nachfolgende Artikel wird geändert und lautet fortan wie folgt:

“ Art. 5. Grundkapital.

5.1. Definitionen

Anteilinhaber MRPS der Klasse A: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS der Klasse A.

Anteilinhaber MRPS der Klasse B: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS der Klasse B.

Anteilinhaber MRPS der Klasse C: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS der Klasse C.

Anteilinhaber MRPS der Klasse D: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS der Klasse D.

Anteilinhaber MRPS der Klasse E: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS der Klasse E.

Anteilinhaber MRPS der Klasse F: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS der Klasse F.

Anteilinhaber MRPS der Klasse F1: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS der Klasse F1.

Anteilinhaber MRPS der Klasse F2: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS der Klasse F2.

Basiswerte für Klasse A: bezeichnet die Finanzanlage(n), welche durch die Ausgabe der MRPS der Klasse A erworben und direkt finanziert wird/werden bzw. erworben und finanziert werden soll(en) und/oder (eine) andere Finanzanlage(n), welche (eine) solche Finanzanlage(n) ersetzt/ersetzen, oder der/die mit den Einkünften und anderen Erträgen aus (einer) solchen Finanzanlage(n) oder aus dem Verkauf aller oder einiger solcher Finanzanlage(n) erworben oder finanziert wird/werden.

Basiswerte für Klasse B: bezeichnet die Finanzanlage(n), welche durch die Ausgabe der MRPS der Klasse B erworben und direkt finanziert wird/werden bzw. erworben und finanziert werden soll(en) und/oder (eine) andere Finanzanlage(n), welche (eine) solche Finanzanlage(n) ersetzt/ersetzen, oder der/die mit den Einkünften und anderen Erträgen aus (einer) solchen Finanzanlage(n) oder aus dem Verkauf aller oder einiger solcher Finanzanlage(n) erworben oder finanziert wird/werden.

Basiswerte für Klasse C: bezeichnet die Finanzanlage(n), welche durch die Ausgabe der MRPS der Klasse C erworben und direkt finanziert wird/werden bzw. erworben und finanziert werden soll(en) und/oder (eine) andere Finanzanlage(n), welche (eine) solche Finanzanlage(n) ersetzt/ersetzen, oder der/die mit den Einkünften und anderen Erträgen aus (einer) solchen Finanzanlage(n) oder aus dem Verkauf aller oder einiger solcher Finanzanlage(n) erworben oder finanziert wird/werden.

Basiswerte für Klasse D: bezeichnet die Finanzanlage(n), welche durch die Ausgabe der MRPS der Klasse D erworben und direkt finanziert wird/werden bzw. erworben und finanziert werden soll(en) und/oder (eine) andere Finanzanlage(n), welche (eine) solche Finanzanlage(n) ersetzt/ersetzen, oder der/die mit den Einkünften und anderen Erträgen aus (einer) solchen Finanzanlage(n) oder aus dem Verkauf aller oder einiger solcher Finanzanlage(n) erworben oder finanziert wird/werden.

Basiswerte für Klasse E: bezeichnet die Finanzanlage(n), welche durch die Ausgabe der MRPS der Klasse E erworben und direkt finanziert wird/werden bzw. erworben und finanziert werden soll(en) und/oder (eine) andere Finanzanlage(n), welche (eine) solche Finanzanlage(n) ersetzt/ersetzen, oder der/die mit den Einkünften und anderen Erträgen aus (einer) solchen Finanzanlage(n) oder aus dem Verkauf aller oder einiger solcher Finanzanlage(n) erworben oder finanziert wird/werden.

Basiswerte für Klasse F1: bezeichnet die Finanzanlage(n), welche durch die Ausgabe der MRPS der Klasse F1 erworben und direkt finanziert wird/werden bzw. erworben und finanziert werden soll(en) und/oder (eine) andere Finanzanlage(n), welche (eine) solche Finanzanlage(n) ersetzt/ersetzen, oder der/die mit den Einkünften und anderen Erträgen aus (einer) solchen Finanzanlage(n) oder aus dem Verkauf aller oder einiger solcher Finanzanlage(n) erworben oder finanziert wird/werden.

Basiswerte für Klasse F2: bezeichnet die Finanzanlage(n), welche durch die Ausgabe der MRPS der Klasse F2 erworben und direkt finanziert wird/werden bzw. erworben und finanziert werden soll(en) und/oder (eine) andere Finanzanlage(n), welche (eine) solche Finanzanlage(n) ersetzt/ersetzen, oder der/die mit den Einkünften und anderen Erträgen aus (einer) solchen Finanzanlage(n) oder aus dem Verkauf aller oder einiger solcher Finanzanlage(n) erworben oder finanziert wird/werden.

Wertminderung: bezeichnet, im Hinblick auf die Basiswerte einer bestimmten Klasse MRPS, jeglichen Wertrückgang, der nach Luxembourg GAAP zum Zeitpunkt der Rücknahme im Zwischenabschluss der Gesellschaft erfasst wurde bzw.

wird, welcher u. a. dazu verwendet wird, das Vorhandensein ausreichender Mittel für die Rücknahme der betreffenden Klasse von MRPS zu untersuchen.

Einkünfte: bezeichnet, im Hinblick auf die Basiswerte einer bestimmten Klasse von MRPS, die während eines relevanten Bilanzierungszeitraums der Gesellschaft aufgelaufenen oder erhaltenen Einkünfte (wie z. B. - jedoch nicht ausschließlich - Zinseinkünfte) und etwaige von der Gesellschaft nach Luxemburg GAAP erzielte Gewinne.

Luxembourg GAAP: bezeichnet die in Luxemburg allgemein anerkannten Rechnungslegungsgrundsätze.

MRPS: steht für verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile (mandatory redeemable preferred shares).

MRPS-Anteilhaber: bezeichnet einen oder mehrere Inhaber von MRPS jeglicher Klassen. Je nach Anforderung des jeweiligen Kontexts bezeichnet der Begriff „Anteilhaber“ den/die Anteilhaber und/oder den/die Inhaber der MRPS.

Anteile: Sammelbegriff für Stammanteile und MRPS.

Basiswerte: Sammelbegriff für die Basiswerte der Klasse A, die Basiswerte der Klasse B, die Basiswerte der Klasse C, die Basiswerte der Klasse D, die Basiswerte der Klasse E, die Basiswerte der Klasse F1 und die Basiswerte der Klasse F2.

Im Sinne dieser Satzung meint jede Bezugnahme auf eine Klasse von MRPS zugleich eine Bezugnahme auf eine Unterklasse dieser Klasse von MRPS, sofern sich aus dem Zusammenhang nichts anderes ergibt.

Art. 5.2. Grundkapital. Das gezeichnete Gesellschaftskapital wird auf zwanzig Millionen zweihundertsechunddreißigtausendneuhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 20.236.900) festgelegt, das auf einhundertsechundneunzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig (196.729) Stammanteile (im Folgenden „Stammanteile“), fünftausend (5.000) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse A (im Folgenden „MRPS der Klasse A“), einhundert (100) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse B (im Folgenden „MRPS der Klasse B“), einhundert (100) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse C (im Folgenden „MRPS der Klasse C“), sechzig (60) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse D (im Folgenden „MRPS der Klasse D“), dreißig (30) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse E (im Folgenden „MRPS der Klasse E“), einhundertdrei (103) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse F1 (im Folgenden „MRPS der Klasse F1“) und zweihundertsiebenundvierzig (247) verpflichtend rückzahlbare Vorzugsanteile der Klasse F2 (im Folgenden „MRPS der Klasse F2“),

mit einem Nennwert von je einhundert Dollar der Vereinigten Staaten von Amerika (USD 100), entfällt, welche alle gezeichnet und voll eingezahlt wurden.

Die Gesellschaft kann ihre Stammanteile innerhalb des gesetzlich festgelegten Rahmens zurücknehmen.

Das Grundkapital kann durch Entscheidung der Alleinigen Anteilhaberin beziehungsweise durch Beschluss der Anteilhaber erhöht oder reduziert werden.

Art. 5.3. MRPS. Jeder MRPS ist ein rückzahlbarer Gesellschaftsanteil. Gezeichnete und voll eingezahlte MRPS einer bestimmten Klasse müssen auf Entscheidung des Gesellschaftsvorstands in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen beziehungsweise am zehnten (10.) Jahrestag der Ausgabe der MRPS der Klasse A, am zehnten (10.) Jahrestag der Ausgabe der MRPS der Klasse B, am zehnten (10.) Jahrestag der Ausgabe der MRPS der Klasse C, am siebten (7.) Jahrestag der Ausgabe der MRPS der Klasse D, am zehnten (10.) Jahrestag der Ausgabe der MRPS der Klasse E und am zehnten (10.) Jahrestag der Ausgabe der MRPS der Klasse F oder zu einem früheren Datum, das vom Vorstand vorgeschlagen und von den Anteilhabern der Gesellschaft zu genehmigen ist, zwingend zurückgezahlt werden; dieses Datum darf in keinem Fall mehr als zehn (10) Jahre nach der Ausgabe der MRPS der Klasse A beziehungsweise mehr als zehn (10) Jahre nach der Ausgabe der MRPS der Klasse B, mehr als zehn (10) Jahre nach der Ausgabe der MRPS der Klasse C, mehr als sieben (7) Jahre nach der Ausgabe der MRPS der Klasse D, mehr als zehn (10) Jahre nach der Ausgabe der MRPS der Klasse E und mehr als zehn (10) Jahre nach der Ausgabe der MRPS der Klasse F einschließlich jeglicher Unterklassen der MRPS der Klasse F liegen. Die Rücknahme der MRPS einer bestimmten Klasse oder Unterklasse kann nur durch Verwendung von Beträgen erfolgen, welche zur Ausschüttung für die betreffende Klasse oder Unterklasse verfügbar sind.

Ein dem Nennwert aller zurückgenommenen MRPS einer bestimmten Klasse entsprechender Betrag (d. h. MRPS-Kapitalrücklage und das entsprechende MRPS-Agiokonto der betreffenden Klasse) muss in die Rücknahmerücklage für jede MRPS-Klasse (die „Rücknahmerücklage für MRPS der Klasse A“ beziehungsweise die „Rücknahmerücklage für MRPS der Klasse B“, die „Rücknahmerücklage für MRPS der Klasse C“, die „Rücknahmerücklage für MRPS der Klasse D“, die „Rücknahmerücklage für MRPS der Klasse E“, die „Rücknahmerücklage für MRPS der Klasse F1“ und die „Rücknahmerücklage für MRPS der Klasse F2“) einbezogen werden; diese Rücklage kann nur im Falle einer Reduzierung des gezeichneten Kapitals an die Anteilhaber ausgeschüttet werden; die Rücklage darf nur zur Erhöhung des gezeichneten Kapitals durch Umwandlung von Rücklagen eingesetzt werden.

Rücknahmepreis: Sofern (i) die Satzung oder alternativ (ii) eine schriftliche Übereinkunft, die die Gesellschaft und der/die MRPS-Inhaber eingehen können, keine abweichenden Bestimmungen vorsieht, wird der Rücknahmepreis (der „ursprüngliche Rücknahmepreis“) für jede im Umlauf befindliche MRPS einer bestimmten zurückzunehmenden Klasse nach freiem Ermessen des Unternehmens als Geld- oder Sachleistung entrichtet; er entspricht dem Zeichnungspreis für die betreffende zurückzunehmende MRPS-Klasse, welchen die MRPS-Inhaber der besagten Klasse zum Zeitpunkt der Ausgabe bezahlt haben (d. h. MRPS-Kapitalrücklage und das entsprechende MRPS-Agiokonto der betreffenden Klasse), zuzüglich eines proportionalen Anteils der MRPS-Rücklage dieser Klasse, zuzüglich einer etwaigen, zum Zeitpunkt der Rücknahme aufgelaufenen, aber nicht ausgeschütteten Vorzugsdividende auf jede MRPS der betreffenden zurückzunehmenden Klasse.

Um jegliche Zweifel auszuschließen, sei darauf hingewiesen, dass etwaige beschlossene, aber nicht ausgeschüttete Vorzugsdividenden für die MRPS einer bestimmten zurückzunehmenden Klasse vor einer Rücknahme von MRPS auszuschütten sind.

Falls zum Zeitpunkt der Rücknahme der MRPS einer bestimmten Klasse durch den Transfer des mit den zurückgegebenen MRPS der besagten Klasse verbundenen Basiswerts eine Wertminderung der besagten erworbenen oder zu erwerbenden und mit den besagten MRPS verbundenen Basiswerte auftritt (und etwaiger aufgelaufener unausgeschütteter Dividenden für jede zurückzugebende MRPS), wird der Rücknahmepreis des zurückgenommenen MRPS (der „verminderte Rücknahmepreis“) begrenzt auf (a) den verringerten Buchwert des zur Rückzahlung des zurückgenommenen MRPS zu transferierenden Basiswerts nach Luxembourg GAAP zum Zeitpunkt der Rücknahme, welcher anteilig anhand der Anzahl der zurückgegebenen MRPS an der Gesamtanzahl der zurückzunehmenden MRPS berechnet wird, zuzüglich des Verhältnisses zwischen (b) einem Betrag, welcher 1 % des Nennwerts der Basiswerts entspricht, allerdings mit einem Höchstwert von EUR 2.000.000 (der Betrag ist den Basiswerten, bei denen eine Wertminderung zu verzeichnen ist und die mit den zurückgegebenen MRPS in Verbindung stehen, auf Grundlage der Gesamthöhe der ausstehenden Finanzierung der Gesellschaft zuzuweisen) und (c) der Anzahl der zum Zeitpunkt der Rücknahme in Umlauf befindlichen zurückzunehmenden MRPS.

Diese Begrenzung des ursprünglichen Rücknahmepreises auf den verminderten Rücknahmepreis findet auch auf die Rücknahme von MRPS mit Geld- und/oder Sachtransfer Anwendung, welche sich aus der Veräußerung und/oder der Rückerstattung von Basiswerten, welche einer Wertminderung unterliegen, ergibt.

Um jegliche Zweifel auszuschließen, sei darauf hingewiesen, dass diese Anpassung nicht zu einem verminderten Rücknahmepreis führen kann, der den ursprünglichen Rücknahmepreis übersteigt; jede Rücknahme sollte innerhalb der in Artikel 72-1 des Gesetzes festgelegten Vorschriften erfolgen.

Des Weiteren können MRPS nur in dem Umfang zurückgenommen werden, in dem die Rücknahme nicht zu einer Minderung des Nettovermögens unter die Summe des gezeichneten Kapitals und der Rücklagen, deren Ausschüttung gesetzlich unzulässig ist, führen würde.

Strafe für aufgeschobene Rücknahmezahlungen: Bei der Rücknahme von MRPS einer bestimmten Klasse kann die Zahlung des entsprechenden Rücknahmepreises für die MRPS dieser Klasse teilweise oder vollständig aufgeschoben werden, falls die Gesellschaft nicht über ausreichende verfügbare Beträge zur Ausschüttung zur Verfügung hat, um alle MRPS dieser Klasse zurückzunehmen.

Dessen ungeachtet muss die Gesellschaft in diesem Fall alle MRPS der betreffenden Klasse zurücknehmen und zum Zeitpunkt der Rücknahme den Anteil des Rücknahmepreises zahlen, den die Gesellschaft mit den zum verbindlichen Rücknahmepreis zur Ausschüttung verfügbaren Beträgen zu zahlen in der Lage ist.

Anschließend muss die Gesellschaft prioritär zu etwaigen anderen in Bezug auf ihr Grundkapital zu zahlenden Beträgen dem/den ehemaligen MRPS-Inhaber(n) die im Zusammenhang mit der Rücknahme geschuldeten Differenzbeträge zahlen, zuzüglich einer auf Grundlage der aufgeschobenen Zahlung berechneten Strafe. Die Strafe wird von der Gesellschaft und dem/den MRPS-Inhaber(n) zum betreffenden Zeitpunkt festgelegt.

Im Falle einer anteiligen Zahlung des gesamten Rücknahmepreises der MRPS einer bestimmten zum endgültigen Rücknahmedatum zurückzunehmenden Klasse, kann die Gesellschaft davon absehen, etwaige Beträge, die sich aus den Basiswerten dieser Klasse ergeben, an andere Anteilhaber im Bezug auf ihr übriges Grundkapital zu zahlen, bis der ausstehende Rücknahmepreis dieser Klasse vollständig gezahlt wurde.

Gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Artikels hat der/haben die MRPS-Inhaber jeder Klasse im Falle einer Liquidation, Auflösung oder Abwicklung nach Zahlung aller Schulden und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gegenüber Dritten bzw. nach Hinterlegung diesbezüglicher Mittel Anspruch auf den entsprechenden Rücknahmepreis zuzüglich eines in Form von Geld- oder Sachleistung(en) zu zahlenden Betrages in Höhe von etwaigen aufgelaufenen, aber nicht ausgeschütteten Dividenden, bevor eine Zahlung jedweder Höhe im Hinblick auf das übrige Grundkapital der Gesellschaft erfolgt.

Um jegliche Zweifel auszuschließen, sei darauf hingewiesen, dass die MRPS-Inhaber keinerlei Anspruch auf Beteiligung am Liquidationserlös haben, mit Ausnahme des Anspruchs auf Zahlung des entsprechenden Rücknahmepreises und aufgelaufener, aber nicht ausgeschütteter Dividenden.

Die Gesellschaft muss für jede MRPS-Klasse eine Rücklage bilden (die „Rücklage Klasse A“ beziehungsweise die „Rücklage Klasse B“, die „Rücklage Klasse C“, die „Rücklage Klasse D“, die „Rücklage Klasse E“ und die „Rücklage Klasse F“), wobei jede Rücklage für die jeweilige Klasse ausschließlich für Zahlungen an die Zeichner dieser MRPS-Klasse beziehungsweise für Zahlungen der Gesellschaft gemäß dieser Satzung beziehungsweise des Gesetzes zu verwenden ist.

Die Gesellschaft muss für jede MRPS-Klasse eine Agiorücklage ausschließlich zugunsten der Inhaber jeder MRPS-Klasse (die „Agiorücklage MRPS der Klasse A“ beziehungsweise die „Agiorücklage MRPS der Klasse B“, die „Agiorücklage MRPS der Klasse C“, die „Agiorücklage MRPS der Klasse D“, die „Agiorücklage MRPS der Klasse E“ und die „Agiorücklage MRPS der Klasse F“) bilden; in dieser Agiorücklage sind der Betrag beziehungsweise der Wert aller in Verbindung mit dieser MRPS-Klasse gezahlten Agios zu verbuchen.

Beträge, die in Agiorücklage MRPS der Klasse A, Agiorücklage MRPS der Klasse B, Agiorücklage MRPS der Klasse C, Agiorücklage MRPS der Klasse D und Agiorücklage der Klasse E verbucht wurden, stellen ausschüttungsfähige Rücklagen der Gesellschaft ausschließlich zugunsten des/der MRPS-Inhaber dar.

(Ein) MRPS-Inhaber hat/haben die gleichen Stimmrechte wie (ein) Inhaber von Stammanteilen.

Die Gesellschaft muss an ihrem Gesellschaftssitz ein Anteilsregister führen. Das Anteilsregister muss den Namen, den Beruf und die Anschrift jedes Anteilnehmers so beinhalten, wie sie der betreffende Anteilnehmer der Gesellschaft mitgeteilt hat, die Anzahl der Anteile, die jeder Anteilnehmer hält und gegebenenfalls das Datum und die Details zu etwaigen Transfers oder Umwandlungen. Jeder Anteilnehmer hat die Gesellschaft schriftlich über seine Anschrift und etwaige Änderungen derselben zu informieren.

Die Eigentümerschaft an den Anteilen wird durch Eintragung ins Anteilsregister bewiesen.“

Schätzung der Kosten

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche der Gesellschaft auf Grund dieser Urkunde entstehen, werden auf siebentausend Euro (EUR 7.000,-) geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Partei in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer Version in deutscher Sprache, wobei im Falle von Differenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version maßgebend ist.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Bad-Mondorf, in der Amtsstube des unterzeichnenden Notars, am oben genannten Tag.

Diese Urkunde wurde dem Vertreter der erschienenen Partei verlesen und von letzterem zusammen mit dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 18 décembre 2015. GAC/2015/11309. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 11 janvier 2016.

Référence de publication: 2016007383/506.

(160006423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2016.

Earl Grey SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 170.956.

On the eighteenth day of December in the year two thousand and fifteen, before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg,

There appeared:

Was held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of Earl Grey SPF S.A., a société anonyme, having its registered office in Luxembourg, constituted by a deed of enacted by Maître Gérard Lecuit notary, residing in Luxembourg, on August 9th, 2012, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations no 2318 of September 18th, 2012. The articles of association have never been amended.

The meeting was presided by Mrs. Emilie Quérel, employee, residing professionally in Luxembourg, who appointed as secretary Mr. Benoît Tassigny, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr. Emilie Quérel prenamed.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I: The agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

1. Change of the legal form of the company from a société anonyme into a société à responsabilité limitée.

2. Acceptance of the directors' and statutory auditor resignations and discharge.

3. Subsequent amendment of the articles of association and more particularly modification of its denomination on "Earl Grey S.à r.l." and its purpose in order to read as follows:

“The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual property assets, industrial property assets, stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow in any form and may issue bonds, without a public offer, which may be convertible and may issue debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions in relation to real estate or in relation to tangible or intangible property and especially in relation with intellectual property or industrial property”

4. Attribution of the shares of the company after transformation into société à responsabilité limitée to the current shareholders of the company in proportion.

5. Appointment of a sole manager (gérant).

6. Transfer of the statutory seat, the effective headquarters, the principal place of business and the central administration from the Grand Duchy of Luxembourg to Cyprus and incorporation of the Company as a corporation in Cyprus, without prior dissolution of the Company but in continuation of the legal entity in Cyprus of the Luxembourg company, all this in conformity with Luxembourg law;

7. Modification of the name of "Earl Grey S.à r.l." to "Earl Grey Limited" and complete modification of the articles of association in order to comply with the Cyprus company law, and more particularly:

- determination of the duration of the Company
- modification of its purpose in order to read as follows:

“ 3. The objects for which the company is established are:

(a) To carry on the business of an investment company and for that purpose to acquire and hold either in the name of the Company or in that of any nominee, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any company wherever incorporated or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any government, sovereign ruler, commissioners, public body or authority, supreme, dependent, municipal, local or otherwise in any part of the world by original subscription, contract, tender, purchase, exchange, underwriting, participation in syndicates or otherwise, whether or not fully paid up, and to subscribe for the same subject to such terms and conditions as may be thought fit.

(b) To purchase or otherwise acquire and own patents, licences rights and privileges subject to royalties or otherwise whether exclusive or non-exclusive or limited or any interest in them and or grant same under any conditions and receive payment or royalties thereon.

(c) To carry on, in any part of the world activities of providers of consulting services, as well as activities of providers of business consultants and of management consultants to industrial and commercial or any other enterprises in general, and to advise on methods of development and improving of such enterprises in the fields of technology, industry and commerce as well as on matters of personnel and administration, introduction of systems or processes of production, storage, distribution, marketing of products and systems of sales and sales' promotion and to undertake research on all abovementioned matters and to carry on special studies on such matters and to undertake the establishment of business in any part of the world and promote to this effect the creation of companies, partnerships, branches and in general all forms of carrying on business.

(d) To carry on, either alone or in common with others anywhere in the world either in duty free zones or elsewhere, commercial businesses, works or business of general trade, imports, exports, purchases, sales, exchanges or trading of goods in any other way, chemical products, industrial goods, agricultural goods, minerals or any other goods of any nature either in cash or on credit or on hire purchase or any other exchange and to carry on business of agents, brokers, for commercial businesses of any kind, for imports or exports purchases, sales, exchanges of goods, industrial goods, agricultural goods, minerals and any other goods of any nature and any kind.

(e) To erect, maintain, operate, manage, construct, reconstruct, alter, enlarge, repair, improve and modify, furnish, decorate, control, demolish, replace any shops, offices, flats, hotels, motels, chalets, buildings, villas, clubs, tourist installations, electrical installations or installations of water distributions, workshops, factories, mills, mechanical installations, machinery, warehouses and any other works, structures, technical installations and facilities of any kind or constructions, as the company considers desirable for the purposes of its objects and to contribute, to subsidize or otherwise assist or participate in constructing, improving, maintaining, operating, managing, carrying out or controlling thereof.

(f) To acquire, rent, possess or in any way construct movable or immovable property, the sale, disposal or in any way disposition of the said property or the utilisation in any other way of the said property.

(g) To carry on any other business or work which the board of directors consider beneficial to the objects of the company's operations or to be considered supplementary or if it may be considered to serve its objects directly or indirectly.

(h) To pay all expenses, charges and costs, incurred in relation to the promotion and formation of the company and to pay all those expenses which the company decided to consider as preliminary expenses, including advertising costs and stationery.

(i) To take - over or otherwise acquire the whole or part of a business, property or liabilities of any company, organisation, partnership or person, (individual or legal entity) whose objects fall partly or in the whole within the objects of the company and to manage, operate, dispose and liquidate any business.

(j) To conclude an agreement with any Government or any Authority, local or municipal or such other which would possibly be considered as contributing to the attainment of all or some of the company's objects and to secure from these authorities rights, privileges and concessions which the company considers expedient to secure and the implementation of such like agreements for the rights, privileges and concessions.

(k) To issue, accept, endorse, discount and deal in bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments.

(l) To borrow, raise money or secure obligations, responsibilities or debts (either the company's or any other person's) without any restrictions by the issue of debentures and debenture stock with or without fixed date of repayment, promissory notes, mortgages or other securities or guarantees of any type, imposed on all or part of the property and rights of the company including the uncalled share capital, or without such security and under such terms as regards the granting or not of priority or otherwise, which the company deems advantageous.

(m) To make advances or grant loans to third parties with such security or without any such security as the company thinks fit.

(n) To invest the company's monies, which are not immediately required for the purposes of its business, and in such a way as it may be decided from time to time with the exception of investing these for the acquisition of its own shares.

(o) To acquire by registration, by purchase or otherwise and to accept, receive, hold and sell shares or stock in any company, organisation or enterprise whose object clauses either fully or partly resemble the company's own objects or are of such nature which offer the possibility of promoting or serving the company's interests.

(p) To acquire and exploit any movable or immovable property which may serve the company's objects and to establish offices, agencies, branches and representatives in Cyprus and in any other part of the world.

(q) To take measures for the prosperity of the persons employed by the company or those previously employed by the company or their predecessors as well as their wives, widows and dependants consisting of money grants, pensions, insurances or other payments as well as by providing medical care or any other assistance the company deems necessary and to establish, contribute or otherwise provide help to charitable, religious, scientific, national or other foundations or purposes, having moral or other issues, to get support or assistance by the company, due to the nature or the location of its businesses or any other reason.

(r) To make contributions or donations for charitable, benevolent or useful purposes of public character, the assistance of which in the company's opinion would tend to improve the company's image or popularity among its employees, its customers or the public.

(s) To conclude and implement agreements concerning the carrying-on of businesses in common, or the participation in profits or the amalgamation with any other company or organisation or partnership or person, engaged in business falling within the objects of the company.

(t) To establish, promote the establishment and otherwise assist any company or companies for the purpose of acquiring any assets or liabilities of the company or for any other purpose which would promote the company's objects.

(u) To sell, realise, mortgage, charge, grant rights or options or transfer the businesses, the properties and the undertaking of the company or any part thereof against any exchange, which the company would accept as it thinks fit.

(v) To accept stock or shares or debentures or mortgage debentures or any other securities of any other company for the payment, wholly or partly, of any service rendered to it, or sale made to it by this company or for any debt due by such other company.

(w) To distribute in specie or otherwise as may be decided, any assets of the company, among its members, in particular the shares, the debentures or other securities of any other company set-up for taking over the whole or part of the company's assets or liabilities but in such manner so that no reduction of capital takes place, which requires the prior approval of the Law, if any.

(x) To exercise any of the objects permitted by this Memorandum of Association in Cyprus, or in any part of the world, either alone or together with other companies, firms, organisations or persons either as agent, trustee, principal, sub-contractor or representative of other companies, firms, or persons, either through agents, trustees, subcontractors, or representatives.

(y) The company (a) shall not provide any financial services other than to its shareholders or bodies corporate in its group of companies (for the purposes hereof the term "financial services" means dealing in investments, managing investments, giving investment advice or establishing and operating collective investment advice or establishing and operating collective investment schemes and the term "investments" means shares, debentures, government and public securities, warrants certificates representing securities, units in collective investment schemes, options, futures and contracts for differences) and (b) shall not assume directly or indirectly, any obligations to the public, whether in the form of deposits, securities or other evidence of debt (for the purposes hereof the term "public" does not include banking or credit institutions, the company's shareholders or bodies corporate in the company's own group of companies. The term "deposits" does not include sums of money received on terms which are referable to the provision of goods or services other than "financial services" as defined hereinabove. The term "debt" does not include credit obtained in relation to the provision of goods or services).

(z) Generally to undertake such works which would appear to the company as enhancing or contributing to the achievement of all or some of the aforesaid objects.

It is hereby declared that each paragraph of clause 3 above will be interpreted independently and none of the above-mentioned objects mentioned in any of the abovementioned paragraphs will be considered supplementary for the purposes stated in anyone of the above stated paragraphs.

None of the aforementioned clauses would give the company the right to conduct any insurance business either alone or in cooperation with any other person.”

8. Full restatement of the Articles of Incorporation of the Company in order to comply them to the laws of Cyprus (according to the template attached to this present deed).

9. Resignation of the current manager and appointment of the new directors in Cyprus;

10. Appointment of the auditor;

11. Powers to be granted to Fiduciana Trust (Cyprus) Limited in Cyprus, in order to handle all administrative formalities regarding to the registration of the Company on continuous of the company in Cyprus.

12. A Appointment of Valérie Emond Luxembourg as special proxyholder of the Company in order to proceed with all the required formalities in Luxembourg.

13. Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation, all in registered form, are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

Report:

The sole shareholder declares that the Company intends to transfer its statutory seat and effective management to Cyprus.

The purpose of this general meeting is to approve the transfer of the statutory seat, the effective headquarters, the principal place of business and the central administration of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to Cyprus, and more specifically to 1065 Nicosia, 1, Pargas, office/flat 5.

It is furthermore necessary to change the company's legal form in order to convert it into a private limited liability company and replace the articles of association of the Company by the articles of association under the laws of Cyprus.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to change the legal form of the company from a société anonyme into a société à responsabilité limitée, without discontinuity of its legal status.

The share capital and the reserves will remain intact, as well as each item of the assets and liabilities, amortizations, appreciations, depreciations.

The société à responsabilité limitée shall continue to keep the accounts held by the société anonyme.

Second resolution

The general meeting resolves to accept the resignation of all the directors as well as of the statutory auditor and to give them discharge for the exercise of their mandates up to the date of these presents.

Third resolution

The general meeting resolves to adapt the articles of association to the new legal form of the company and to set them as follows:

Art. 1. The company has as denomination Earl Grey S.à r.l.

Art. 2. The registered office is set at Luxembourg.

Art. 3. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual property assets, industrial property assets, stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow in any form and may issue bonds, without a public offer, which may be convertible and may issue debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions in relation to real estate or in relation to tangible or intangible property and especially in relation with intellectual property or industrial property.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. The share capital is set at EUR 125,000, divided into 1,000 shares with a nominal value of EUR 125 each fully paid-up.

Art. 6. The shares are freely transferable among the existing shareholders. To non shareholders they can only be transferred in the limits foreseen by law.

Art. 7. In case the company was to have only one single shareholder, the decisions are taken by this single shareholder and will be put in writing and will be recorded under the form of minutes.

Art. 8. The company is managed by one or more Manager(s) (gérants), shareholders or not, designated by the meeting of shareholders deciding at the simple majority of the shares as stipulated in article 12 for the meetings of shareholders not modifying the articles of association.

The sole Manager may accomplish all acts of administration and disposition necessary or useful for the accomplishment of the corporate object except for those reserved by law to the decision of the shareholders.

In case several Managers are appointed, their joint signature is necessary in order to validly bind the company, unless special delegation.

The mandate of the Manager(s) may be granted for a limited or unlimited period.

Art. 9. The company is not dissolved by the death, bankruptcy or insolvency of the sole shareholder or one of the shareholders. In case of death of a shareholder, the company will continue to run among the heirs of the sole shareholder who passed away or among the surviving shareholders and the inheritance of the shareholder who passed away, all this in the limits of article 189 of the company law.

The company nevertheless knows only one shareholder per share and the heirs will have to designate one person among themselves in order to represent them vis-à-vis of the company.

The heirs and creditors may not, under whatever argument whatsoever, ask to have seals put on the assets and documents of the company nor to get involved in whatever form in the activity of the administration of the company. With reference to the exercise of their rights they have to refer to the corporate inventories and decisions of the shareholders.

Art. 10. The corporate years starts on the first of January and finishes on December 31, of each year.

Art. 11. The company will be dissolved pursuant to the legal prescriptions.

Art. 12. The decisions not amending the articles of association are not taken validly unless they are approved by shareholders representing more than half of the shares. If because of absence or abstention of shareholders, this figure cannot be obtained in a first meeting or written consultation the shareholders are called or consulted a second time by registered mail and the decisions are taken at the majority of the votes cast under the condition that they concern only matters examined in the first meeting or consultation.

The shareholders cannot, except by unanimous vote, change the nationality of the company. All other amendments of the articles of association are decided at a majority of the shareholders representing the three quarters of the corporate capital. In no case can the majority oblige a shareholder to increase his shareholding.

In case the company has only one shareholder, the authority of the meeting of shareholders is attributed to the sole shareholder and the decision of this sole shareholder are taken in the form as foreseen in article 7.

Art. 13. With reference to all other points not specifically regulated by the present articles of association, the shareholders are subject to the existing legal regulations.

Fourth resolution

After the transformation of the company into the société à responsabilité limitée, the 1,000 shares (actions) of the company will be transformed in 1.000 shares (parts sociales) and allocate to the current and sole shareholder of the company.

Fifth resolution

The general meeting resolves to appoint Valérie Emond, residing in L- 1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire, (Grand-Duchy de Luxembourg), as sole manager of the Company, who shall remain in office for an unlimited period.

Sixth resolution

The general meeting resolves to transfer the statutory seat, the principal place of business, the central administration and the effective headquarters of the Company from Luxembourg to Cyprus, and more specifically to 1065 Nicosia, 1, Pargas, office/flat 5

and as a consequence for the Company to adopt the Cyprian nationality and to be subject to Cyprian law, this change of nationality having not as effect a change of the legal entity of the Company that stays unchanged, so that as a consequence

without a change of the legal entity and this without a liquidation of the Luxembourg company, the nationality of the Company is changed from the Luxembourg to Cyprian nationality, under the suspensive condition that the transfer is recorded in Cyprus under the Cyprian conditions.

The procedure for the de registration of the Company will be effected at the Register of Companies of Luxembourg as soon as a statement attesting registration with the Registrar of Companies and Official Receiver (Cyprus) received.

The general meeting further authorises Mrs Valérie Emond on his sole signature, to present the fiscal declarations and to do all that is necessary to de register the Company from public registers and to this end to make any declaration, sign any deed and/or record and represent the Company also before public authorities and in general to do all that is necessary or simply expedient in order to execute this mandate.

Seventh resolution

The general meeting resolves to amend or replace the articles of association of the Company insofar as is necessary to render them conformant with the laws of Cyprus, and more particularly on this subject, resolves:

- to change the name from “Earl Grey S.à r.l.” to “Earl Grey Limited” and complete modification of the articles of association, and more particularly:

- to determine the duration of the Company which as unlimited
- to give to the corporate object the following wording:

“ 3. The objects for which the company is established are:

(a) To carry on the business of an investment company and for that purpose to acquire and hold either in the name of the Company or in that of any nominee, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any company wherever incorporated or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any government, sovereign ruler, commissioners, public body or authority, supreme, dependent, municipal, local or otherwise in any part of the world by original subscription, contract, tender, purchase, exchange, underwriting, participation in syndicates or otherwise, whether or not fully paid up, and to subscribe for the same subject to such terms and conditions as may be thought fit.

(b) To purchase or otherwise acquire and own patents, licences rights and privileges subject to royalties or otherwise whether exclusive or non-exclusive or limited or any interest in them and or grant same under any conditions and receive payment or royalties thereon.

(c) To carry on, in any part of the world activities of providers of consulting services, as well as activities of providers of business consultants and of management consultants to industrial and commercial or any other enterprises in general, and to advise on methods of development and improving of such enterprises in the fields of technology, industry and commerce as well as on matters of personnel and administration, introduction of systems or processes of production, storage, distribution, marketing of products and systems of sales and sales' promotion and to undertake research on all abovementioned matters and to carry on special studies on such matters and to undertake the establishment of business in any part of the world and promote to this effect the creation of companies, partnerships, branches and in general all forms of carrying on business.

(d) To carry on, either alone or in common with others anywhere in the world either in duty free zones or elsewhere, commercial businesses, works or business of general trade, imports, exports, purchases, sales, exchanges or trading of goods in any other way, chemical products, industrial goods, agricultural goods, minerals or any other goods of any nature either in cash or on credit or on hire purchase or any other exchange and to carry on business of agents, brokers, for commercial businesses of any kind, for imports or exports purchases, sales, exchanges of goods, industrial goods, agricultural goods, minerals and any other goods of any nature and any kind.

(e) To erect, maintain, operate, manage, construct, reconstruct, alter, enlarge, repair, improve and modify, furnish, decorate, control, demolish, replace any shops, offices, flats, hotels, motels, chalets, buildings, villas, clubs, tourist installations, electrical installations or installations of water distributions, workshops, factories, mills, mechanical installations, machinery, warehouses and any other works, structures, technical installations and facilities of any kind or constructions, as the company considers desirable for the purposes of its objects and to contribute, to subsidize or otherwise assist or participate in constructing, improving, maintaining, operating, managing, carrying out or controlling thereof.

(f) To acquire, rent, possess or in any way construct movable or immovable property, the sale, disposal or in any way disposition of the said property or the utilisation in any other way of the said property.

(g) To carry on any other business or work which the board of directors consider beneficial to the objects of the company's operations or to be considered supplementary or if it may be considered to serve its objects directly or indirectly.

(h) To pay all expenses, charges and costs, incurred in relation to the promotion and formation of the company and to pay all those expenses which the company decided to consider as preliminary expenses, including advertising costs and stationery.

(i) To take - over or otherwise acquire the whole or part of a business, property or liabilities of any company, organisation, partnership or person, (individual or legal entity) whose objects fall partly or in the whole within the objects of the company and to manage, operate, dispose and liquidate any business.

(j) To conclude an agreement with any Government or any Authority, local or municipal or such other which would possibly be considered as contributing to the attainment of all or some of the company's objects and to secure from these authorities rights, privileges and concessions which the company considers expedient to secure and the implementation of such like agreements for the rights, privileges and concessions.

(k) To issue, accept, endorse, discount and deal in bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments.

(l) To borrow, raise money or secure obligations, responsibilities or debts (either the company's or any other person's) without any restrictions by the issue of debentures and debenture stock with or without fixed date of repayment, promissory notes, mortgages or other securities or guarantees of any type, imposed on all or part of the property and rights of the company including the uncalled share capital, or without such security and under such terms as regards the granting or not of priority or otherwise, which the company deems advantageous.

(m) To make advances or grant loans to third parties with such security or without any such security as the company thinks fit.

(n) To invest the company's monies, which are not immediately required for the purposes of its business, and in such a way as it may be decided from time to time with the exception of investing these for the acquisition of its own shares.

(o) To acquire by registration, by purchase or otherwise and to accept, receive, hold and sell shares or stock in any company, organisation or enterprise whose object clauses either fully or partly resemble the company's own objects or are of such nature which offer the possibility of promoting or serving the company's interests.

(p) To acquire and exploit any movable or immovable property which may serve the company's objects and to establish offices, agencies, branches and representatives in Cyprus and in any other part of the world.

(q) To take measures for the prosperity of the persons employed by the company or those previously employed by the company or their predecessors as well as their wives, widows and dependants consisting of money grants, pensions, insurances or other payments as well as by providing medical care or any other assistance the company deems necessary and to establish, contribute or otherwise provide help to charitable, religious, scientific, national or other foundations or purposes, having moral or other issues, to get support or assistance by the company, due to the nature or the location of its businesses or any other reason.

(r) To make contributions or donations for charitable, benevolent or useful purposes of public character, the assistance of which in the company's opinion would tend to improve the company's image or popularity among its employees, its customers or the public.

(s) To conclude and implement agreements concerning the carrying-on of businesses in common, or the participation in profits or the amalgamation with any other company or organisation or partnership or person, engaged in business falling within the objects of the company.

(t) To establish, promote the establishment and otherwise assist any company or companies for the purpose of acquiring any assets or liabilities of the company or for any other purpose which would promote the company's objects.

(u) To sell, realise, mortgage, charge, grant rights or options or transfer the businesses, the properties and the undertaking of the company or any part thereof against any exchange, which the company would accept as it thinks fit.

(v) To accept stock or shares or debentures or mortgage debentures or any other securities of any other company for the payment, wholly or partly, of any service rendered to it, or sale made to it by this company or for any debt due by such other company.

(w) To distribute in specie or otherwise as may be decided, any assets of the company, among its members, in particular the shares, the debentures or other securities of any other company set-up for taking over the whole or part of the company's assets or liabilities but in such manner so that no reduction of capital takes place, which requires the prior approval of the Law, if any.

(x) To exercise any of the objects permitted by this Memorandum of Association in Cyprus, or in any part of the world, either alone or together with other companies, firms, organisations or persons either as agent, trustee, principal, sub-contractor or representative of other companies, firms, or persons, either through agents, trustees, subcontractors, or representatives.

(y) The company (a) shall not provide any financial services other than to its shareholders or bodies corporate in its group of companies (for the purposes hereof the term "financial services" means dealing in investments, managing investments, giving investment advice or establishing and operating collective investment advice or establishing and operating collective investment schemes and the term "investments" means shares, debentures, government and public securities, warrants certificates representing securities, units in collective investment schemes, options, futures and contracts for differences) and (b) shall not assume directly or indirectly, any obligations to the public, whether in the form of deposits, securities or other evidence of debt (for the purposes hereof the term "public" does not include banking or credit institutions, the company's shareholders or bodies corporate in the company's own group of companies. The term "deposits" does not include sums of money received on terms which are referable to the provision of goods or services other than "financial services" as defined hereinabove. The term "debt" does not include credit obtained in relation to the provision of goods or services).

(z) Generally to undertake such works which would appear to the company as enhancing or contributing to the achievement of all or some of the aforesaid objects.

It is hereby declared that each paragraph of clause 3 above will be interpreted independently and none of the above-mentioned objects mentioned in any of the abovementioned paragraphs will be considered supplementary for the purposes stated in anyone of the above stated paragraphs.

None of the aforementioned clauses would give the company the right to conduct any insurance business either alone or in cooperation with any other person.”

- to adapt the draft of the articles of association as attached to the present deed and as they will be filed with the Registrar of Companies and Official Receiver (Cyprus). It being understood that the formalities provided under Cyprian law for the final adoption of these articles of association and of domestication will be made and are in conformity with the laws of Cyprus.

Eighth resolution

The general meeting resolves to proceed with the full restatement of the Articles of Incorporation of the Company in order to comply them to the laws of Cyprus (according to the template attached to this present deed).

Ninth resolution

The general meeting acknowledges the resignation with immediate effect of the sole manager of the Company. The general meeting further gives full discharge to the sole manager in relation to her mandate as manager of the Company.

Tenth resolution

The general meeting resolves to appoint the following persons as directors of the Company, who shall remain in office for an unlimited period, in accordance with Cyprian law:

Valérie Emond, residing in L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire, (Grand-Duchy de Luxembourg),
Fiduciana Directors Limited, having its registered office at 12, Mikinon Street, 1065 Nicosia (Cyprus).

The directors so appointed shall have the broadest powers in order to complete the transfer of the Company to Cyprus and to accomplish all steps, formalities and procedures necessary or required to finalize the transfer in accordance with Cyprian law.

Eleventh resolution

The general meeting resolves to appoint the following person as auditor of the Company, who shall remain in office for an unlimited period, in accordance with Cyprian law:

AuditPoint Limited, certified public accounts and registered auditor, Nikis Avenue & Kastoros Street, 1st Floor, 1087 Nicosia, Cyprus.

Twelfth resolution

The general meeting resolves to appoint Fiduciana Trust (Cyprus) limited, in Cyprus in order to handle all administrative formalities regarding to the registration of the company on continuous of the company in Cyprus.

Thirteenth resolution

The general meeting resolves to appoint Mrs. Valérie Emond, Luxembourg as special proxy-holder of the company in order to proceed with all the required formalities in Luxembourg.

THE FOLLOWING RESOLUTIONS WERE TAKEN UNDER THE SUSPENSIVE CONDITION THAT THE TRANSFER IS REGISTERED WITH THE REGISTRAR OF COMPANIES AND OFFICIAL RECEIVER CYPRUS, BEFORE MARCH, 2016.

Declaration pro fisco:

The sole shareholder decides that the transfer of the statutory seat and the consequent change of nationality will have no effect on the legal personality of the Company that continues without any liquidation in Luxembourg.

Costs:

The total costs, expenses and charges in whatever form that the Company incurs or which are charged to it by virtue of this extraordinary general meeting is estimated without prejudice at the sum of EUR 1,650.-.

IN WITNESS WHEREOF, done and adopted in Luxembourg, on the date at the head of this document.

This record having been read aloud and explained to the person appearing, known to the recording notary by surname, usual forename, nationality and domicile, the person appearing signed the deed with us, the notary.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mil quinze, le dix-huit décembre

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Earl Grey SPF S.A., société anonyme ayant son siège social à Luxembourg, constituée par acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 09 août 2012, publié au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations n° 2318 du 18 septembre 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Emilie Quérel, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Benoit Tassigny, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Emilie Quérel prénommée

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que l'ordre du jour est le suivant:

1. Changement de la forme juridique de la société de façon à ce qu'elle soit transformée de société anonyme en société à responsabilité limitée;

2. Acceptation de la démission des administrateurs et commissaire aux comptes et décharge pour le mandat qu'ils ont exercé dans la société;

3. Modification subséquente des statuts de la société et plus particulièrement modification de son objet social, lequel se lira comme suit:

«L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelques formes que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actifs de propriété intellectuelle, d'actifs de propriété industrielle, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers et spécialement de propriété intellectuelle ou industrielle»

4. Attribution des parts sociales de la société après transformation en société à responsabilité limitée aux actionnaires actuels de la société au prorata.

5. Nomination d'un gérant unique.

6. Transfert du siège social statutaire, du siège réel, du lieu du principal établissement, de l'administration centrale du Grand-Duché du Luxembourg vers Chypre, et transformation de la société en une société chypriote, sans dissolution préalable, mais par continuation à Chypre de la personnalité juridique de la société luxembourgeoise, et cela en conformité avec la loi luxembourgeoise.

7. Modification de la dénomination de «Earl Grey S.à r.l.» en «Earl Grey Limited», et remaniement complet des statuts et plus particulièrement

- de la détermination de la durée de la société

- ainsi que son objet lequel se lira comme suit:

“ 3. The objects for which the company is established are:

(a) To carry on the business of an investment company and for that purpose to acquire and hold either in the name of the Company or in that of any nominee, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any company wherever incorporated or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any government, sovereign ruler, commissioners, public body or authority, supreme, dependent, municipal, local or otherwise in any part of the world by original subscription, contract, tender, purchase, exchange, underwriting, participation in syndicates or otherwise, whether or not fully paid up, and to subscribe for the same subject to such terms and conditions as may be thought fit.

(b) To purchase or otherwise acquire and own patents, licences rights and privileges subject to royalties or otherwise whether exclusive or non-exclusive or limited or any interest in them and or grant same under any conditions and receive payment or royalties thereon.

(c) To carry on, in any part of the world activities of providers of consulting services, as well as activities of providers of business consultants and of management consultants to industrial and commercial or any other enterprises in general, and to advise on methods of development and improving of such enterprises in the fields of technology, industry and commerce as well as on matters of personnel and administration, introduction of systems or processes of production, storage, distribution, marketing of products and systems of sales and sales' promotion and to undertake research on all abovementioned matters and to carry on special studies on such matters and to undertake the establishment of business in any part

of the world and promote to this effect the creation of companies, partnerships, branches and in general all forms of carrying on business.

(d) To carry on, either alone or in common with others anywhere in the world either in duty free zones or elsewhere, commercial businesses, works or business of general trade, imports, exports, purchases, sales, exchanges or trading of goods in any other way, chemical products, industrial goods, agricultural goods, minerals or any other goods of any nature either in cash or on credit or on hire purchase or any other exchange and to carry on business of agents, brokers, for commercial businesses of any kind, for imports or exports purchases, sales, exchanges of goods, industrial goods, agricultural goods, minerals and any other goods of any nature and any kind.

(e) To erect, maintain, operate, manage, construct, reconstruct, alter, enlarge, repair, improve and modify, furnish, decorate, control, demolish, replace any shops, offices, flats, hotels, motels, chalets, buildings, villas, clubs, tourist installations, electrical installations or installations of water distributions, workshops, factories, mills, mechanical installations, machinery, warehouses and any other works, structures, technical installations and facilities of any kind or constructions, as the company considers desirable for the purposes of its objects and to contribute, to subsidize or otherwise assist or participate in constructing, improving, maintaining, operating, managing, carrying out or controlling thereof.

(f) To acquire, rent, possess or in any way construct movable or immovable property, the sale, disposal or in any way disposition of the said property or the utilisation in any other way of the said property.

(g) To carry on any other business or work which the board of directors consider beneficial to the objects of the company's operations or to be considered supplementary or if it may be considered to serve its objects directly or indirectly.

(h) To pay all expenses, charges and costs, incurred in relation to the promotion and formation of the company and to pay all those expenses which the company decided to consider as preliminary expenses, including advertising costs and stationery.

(i) To take - over or otherwise acquire the whole or part of a business, property or liabilities of any company, organisation, partnership or person, (individual or legal entity) whose objects fall partly or in the whole within the objects of the company and to manage, operate, dispose and liquidate any business.

(j) To conclude an agreement with any Government or any Authority, local or municipal or such other which would possibly be considered as contributing to the attainment of all or some of the company's objects and to secure from these authorities rights, privileges and concessions which the company considers expedient to secure and the implementation of such like agreements for the rights, privileges and concessions.

(k) To issue, accept, endorse, discount and deal in bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments.

(l) To borrow, raise money or secure obligations, responsibilities or debts (either the company's or any other person's) without any restrictions by the issue of debentures and debenture stock with or without fixed date of repayment, promissory notes, mortgages or other securities or guarantees of any type, imposed on all or part of the property and rights of the company including the uncalled share capital, or without such security and under such terms as regards the granting or not of priority or otherwise, which the company deems advantageous.

(m) To make advances or grant loans to third parties with such security or without any such security as the company thinks fit.

(n) To invest the company's monies, which are not immediately required for the purposes of its business, and in such a way as it may be decided from time to time with the exception of investing these for the acquisition of its own shares.

(o) To acquire by registration, by purchase or otherwise and to accept, receive, hold and sell shares or stock in any company, organisation or enterprise whose object clauses either fully or partly resemble the company's own objects or are of such nature which offer the possibility of promoting or serving the company's interests.

(p) To acquire and exploit any movable or immovable property which may serve the company's objects and to establish offices, agencies, branches and representatives in Cyprus and in any other part of the world.

(q) To take measures for the prosperity of the persons employed by the company or those previously employed by the company or their predecessors as well as their wives, widows and dependants consisting of money grants, pensions, insurances or other payments as well as by providing medical care or any other assistance the company deems necessary and to establish, contribute or otherwise provide help to charitable, religious, scientific, national or other foundations or purposes, having moral or other issues, to get support or assistance by the company, due to the nature or the location of its businesses or any other reason.

(r) To make contributions or donations for charitable, benevolent or useful purposes of public character, the assistance of which in the company's opinion would tend to improve the company's image or popularity among its employees, its customers or the public.

(s) To conclude and implement agreements concerning the carrying-on of businesses in common, or the participation in profits or the amalgamation with any other company or organisation or partnership or person, engaged in business falling within the objects of the company.

(t) To establish, promote the establishment and otherwise assist any company or companies for the purpose of acquiring any assets or liabilities of the company or for any other purpose which would promote the company's objects.

(u) To sell, realise, mortgage, charge, grant rights or options or transfer the businesses, the properties and the undertaking of the company or any part thereof against any exchange, which the company would accept as it thinks fit.

(v) To accept stock or shares or debentures or mortgage debentures or any other securities of any other company for the payment, wholly or partly, of any service rendered to it, or sale made to it by this company or for any debt due by such other company.

(w) To distribute in specie or otherwise as may be decided, any assets of the company, among its members, in particular the shares, the debentures or other securities of any other company set-up for taking over the whole or part of the company's assets or liabilities but in such manner so that no reduction of capital takes place, which requires the prior approval of the Law, if any.

(x) To exercise any of the objects permitted by this Memorandum of Association in Cyprus, or in any part of the world, either alone or together with other companies, firms, organisations or persons either as agent, trustee, principal, sub-contractor or representative of other companies, firms, or persons, either through agents, trustees, subcontractors, or representatives.

(y) The company (a) shall not provide any financial services other than to its shareholders or bodies corporate in its group of companies (for the purposes hereof the term "financial services" means dealing in investments, managing investments, giving investment advice or establishing and operating collective investment advice or establishing and operating collective investment schemes and the term "investments" means shares, debentures, government and public securities, warrants certificates representing securities, units in collective investment schemes, options, futures and contracts for differences) and (b) shall not assume directly or indirectly, any obligations to the public, whether in the form of deposits, securities or other evidence of debt (for the purposes hereof the term "public" does not include banking or credit institutions, the company's shareholders or bodies corporate in the company's own group of companies. The term "deposits" does not include sums of money received on terms which are referable to the provision of goods or services other than "financial services" as defined hereinabove. The term "debt" does not include credit obtained in relation to the provision of goods or services).

(z) Generally to undertake such works which would appear to the company as enhancing or contributing to the achievement of all or some of the aforesaid objects.

It is hereby declared that each paragraph of clause 3 above will be interpreted independently and none of the above-mentioned objects mentioned in any of the abovementioned paragraphs will be considered supplementary for the purposes stated in anyone of the above stated paragraphs.

None of the aforementioned clauses would give the company the right to conduct any insurance business either alone or in cooperation with any other person."

8. Refonte complète des Statuts de la Société afin de les conformer aux lois de Chypre (selon le modèle annexé au présent acte).

9. Démission du gérant unique actuel et nomination du ou des nouveaux administrateurs à Chypre.

10. Nomination d'un auditeur.

11. Pouvoirs à conférer à Fiduciana Trust (Cyprus) Limited à Chypre, afin de traiter toutes les formalités administratives relatives à l'enregistrement de la Société et la continuité de la société à Chypre.

12. Nomination de Valérie Emond à Luxembourg en tant que mandataire spécial de la Société en vue de procéder à toutes les formalités requises au Luxembourg.

13. Divers.

Exposé:

L'actionnaire unique déclare que la société entend transférer son siège statutaire et de direction effective à Chypre.

La présente a pour objet de décider le transfert du siège statutaire, du siège de direction effective, du lieu du principal établissement et de l'administration centrale de la société du Grand Duché du Luxembourg vers Chypre, et plus spécifiquement à 1065 Nicosia, 1 Pargas office/flat 5.

De plus il est nécessaire de changer la forme juridique de la société afin de la convertir en société à responsabilité limitée et remplacer les statuts de la société par les statuts de la société soumis à la loi chypriote.

Après l'examen des différents points à l'ordre du jour, et après délibération, les actionnaires ont pris à l'unanimité des résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer la forme juridique de la société de société anonyme à société à responsabilité limitée, sans discontinuité de son existence juridique.

Le capital social et les réserves restent inchangés, ainsi que chaque élément d'actif et de passif, amortissement, valorisation, dépréciation.

La société à responsabilité limitée devra continuer à tenir les comptes détenus par la société anonyme.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de tous les administrateurs ainsi que du commissaire aux comptes et leur donne décharge pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date des présentes.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'adapter les statuts à la nouvelle forme juridique de la société et de les définir comme suit:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination Earl Grey S.à.r.l..

Art. 2. Le siège social est fixé à Luxembourg

Art. 3. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelques formes que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actifs de propriété intellectuelle, d'actifs de propriété industrielle, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers et spécialement de propriété intellectuelle ou industrielle.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de EUR 125,000, divisé en 1.000 (mille) parts sociales, d'une valeur nominale de EUR 125, chacune entièrement libérée.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Vis-à-vis des tiers, elles sont cessibles dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Au cas où la société ne devait avoir qu'un seul associé, les décisions sont prises par l'associé unique et sont retenues par écrit ou inscrites sur un procès-verbal.

Art. 8. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérant(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés, statuant à la majorité simple des parts sociales comme stipulé à l'article 12 pour les assemblées non modificatives des statuts.

Le gérant unique peut accomplir tous les actes d'administration et de disposition nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social sauf ceux que la loi réserve à la décision des associés.

En cas de nomination de plusieurs gérants, leur signature conjointe est exigée pour engager valablement la société, sauf délégation spéciale.

Le mandat du ou des gérants peut être conféré pour une durée limitée ou illimitée.

Art. 9. La société n'est pas dissoute par le décès, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou l'un des associés. En cas de décès d'un associé, la société continue entre les héritiers de l'associé unique décédé ou entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé tout ceci dans les limites de l'article 189 de la loi sur les sociétés. La société ne reconnaît cependant qu'un seul propriétaire par part sociale et les héritiers devront désigner l'un d'eux pour les représenter au regard de la société.

Les héritiers et créanciers ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés.

Art. 10. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. La société sera dissoute conformément aux dispositions légales.

Art. 12. Les décisions non modificatives des statuts ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si, par suite d'absence ou d'abstention d'associés, ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté mais à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société. Toutes autres modifications statutaires sont décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Toutefois, dans aucun cas, la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale.

Lorsque la société n'a qu'un seul associé les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés sont attribués à l'associé unique et les décisions de l'associé unique sont prises dans les formes prévues à l'article 7.

Art. 13. Pour tous les points qui ne sont pas réglementés par les statuts, les associés se soumettent à la législation en vigueur.

Quatrième résolution

Après la transformation de la société en société à responsabilité limitée, les 1.000 actions de la société seront transformées en 1.000 parts sociales et allouer à l'actuel et unique actionnaire de la société.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Valérie Emond, demeurant au L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire (Grand-Duché de Luxembourg) en tant que gérant unique de la société, pour une durée illimitée.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide que le siège social statutaire, le principal établissement, l'administration centrale et le siège de direction effective de la société sont transférés du Luxembourg vers Chypre et plus précisément à 1065 Nicosia, 1, Pargas, office/flat 5.

de sorte que la société adoptera la nationalité chypriote et sera soumise à la loi chypriote. Ce changement de nationalité n'ayant pas pour effet de modifier la personnalité juridique de la société qui restera inchangée, a pour conséquence que cette société passera de la nationalité luxembourgeoise à la nationalité chypriote et ce sans liquidation de la société, la nationalité de la société est changée de la nationalité luxembourgeoise à la nationalité chypriote, le tout sous condition suspensive que ce transfert se réalise et soit enregistré selon les lois chypriotes.

La procédure de radiation de la société sera effectuée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès réception de l'extrait attestant de son inscription auprès du Registrar of Companies and Official Receiver (Chypre).

L'assemblée générale donne en outre pouvoir à Mme Valérie Emond, par sa signature individuelle, de présenter les déclarations fiscales et de faire le nécessaire pour rayer la société des registres publics, et à cet effet de faire toute déclaration, de signer tout acte et/ou procès verbal, et de représenter la société aussi devant les autorités publiques, et en général de faire tout ce qui est nécessaire ou simplement utile pour exécuter le présent mandat.

Septième résolution

L'assemblée générale décide de modifier ou de remplacer les statuts de la société dans la mesure nécessaire pour les rendre conformes à la législation chypriote, et plus particulièrement à ce sujet décide:

- de changer la dénomination de «Earl Grey S.à r.l.» en «Earl Grey Limited»
- de fixer la durée de la société à une durée indéterminée,
- de donner à l'objet social la teneur suivante:

“ 3. The objects for which the company is established are:

(a) To carry on the business of an investment company and for that purpose to acquire and hold either in the name of the Company or in that of any nominee, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any company wherever incorporated or carrying on business and debentures, debenture stock, bonds, notes, obligations and securities issued or guaranteed by any government, sovereign ruler, commissioners, public body or authority, supreme, dependent, municipal, local or otherwise in any part of the world by original subscription, contract, tender, purchase, exchange, underwriting, participation in syndicates or otherwise, whether or not fully paid up, and to subscribe for the same subject to such terms and conditions as may be thought fit.

(b) To purchase or otherwise acquire and own patents, licences rights and privileges subject to royalties or otherwise whether exclusive or non-exclusive or limited or any interest in them and or grant same under any conditions and receive payment or royalties thereon.

(c) To carry on, in any part of the world activities of providers of consulting services, as well as activities of providers of business consultants and of management consultants to industrial and commercial or any other enterprises in general, and to advise on methods of development and improving of such enterprises in the fields of technology, industry and commerce as well as on matters of personnel and administration, introduction of systems or processes of production, storage, distribution, marketing of products and systems of sales and sales' promotion and to undertake research on all abovementioned matters and to carry on special studies on such matters and to undertake the establishment of business in any part of the world and promote to this effect the creation of companies, partnerships, branches and in general all forms of carrying on business.

(d) To carry on, either alone or in common with others anywhere in the world either in duty free zones or elsewhere, commercial businesses, works or business of general trade, imports, exports, purchases, sales, exchanges or trading of goods in any other way, chemical products, industrial goods, agricultural goods, minerals or any other goods of any nature either in cash or on credit or on hire purchase or any other exchange and to carry on business of agents, brokers, for commercial businesses of any kind, for imports or exports purchases, sales, exchanges of goods, industrial goods, agricultural goods, minerals and any other goods of any nature and any kind.

(e) To erect, maintain, operate, manage, construct, reconstruct, alter, enlarge, repair, improve and modify, furnish, decorate, control, demolish, replace any shops, offices, flats, hotels, motels, chalets, buildings, villas, clubs, tourist installations, electrical installations or installations of water distributions, workshops, factories, mills, mechanical installations, machinery, warehouses and any other works, structures, technical installations and facilities of any kind or constructions,

as the company considers desirable for the purposes of its objects and to contribute, to subsidize or otherwise assist or participate in constructing, improving, maintaining, operating, managing, carrying out or controlling thereof.

(f) To acquire, rent, possess or in any way construct movable or immovable property, the sale, disposal or in any way disposition of the said property or the utilisation in any other way of the said property.

(g) To carry on any other business or work which the board of directors consider beneficial to the objects of the company's operations or to be considered supplementary or if it may be considered to serve its objects directly or indirectly.

(h) To pay all expenses, charges and costs, incurred in relation to the promotion and formation of the company and to pay all those expenses which the company decided to consider as preliminary expenses, including advertising costs and stationery.

(i) To take - over or otherwise acquire the whole or part of a business, property or liabilities of any company, organisation, partnership or person, (individual or legal entity) whose objects fall partly or in the whole within the objects of the company and to manage, operate, dispose and liquidate any business.

(j) To conclude an agreement with any Government or any Authority, local or municipal or such other which would possibly be considered as contributing to the attainment of all or some of the company's objects and to secure from these authorities rights, privileges and concessions which the company considers expedient to secure and the implementation of such like agreements for the rights, privileges and concessions.

(k) To issue, accept, endorse, discount and deal in bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments.

(l) To borrow, raise money or secure obligations, responsibilities or debts (either the company's or any other person's) without any restrictions by the issue of debentures and debenture stock with or without fixed date of repayment, promissory notes, mortgages or other securities or guarantees of any type, imposed on all or part of the property and rights of the company including the uncalled share capital, or without such security and under such terms as regards the granting or not of priority or otherwise, which the company deems advantageous.

(m) To make advances or grant loans to third parties with such security or without any such security as the company thinks fit.

(n) To invest the company's monies, which are not immediately required for the purposes of its business, and in such a way as it may be decided from time to time with the exception of investing these for the acquisition of its own shares.

(o) To acquire by registration, by purchase or otherwise and to accept, receive, hold and sell shares or stock in any company, organisation or enterprise whose object clauses either fully or partly resemble the company's own objects or are of such nature which offer the possibility of promoting or serving the company's interests.

(p) To acquire and exploit any movable or immovable property which may serve the company's objects and to establish offices, agencies, branches and representatives in Cyprus and in any other part of the world.

(q) To take measures for the prosperity of the persons employed by the company or those previously employed by the company or their predecessors as well as their wives, widows and dependants consisting of money grants, pensions, insurances or other payments as well as by providing medical care or any other assistance the company deems necessary and to establish, contribute or otherwise provide help to charitable, religious, scientific, national or other foundations or purposes, having moral or other issues, to get support or assistance by the company, due to the nature or the location of its businesses or any other reason.

(r) To make contributions or donations for charitable, benevolent or useful purposes of public character, the assistance of which in the company's opinion would tend to improve the company's image or popularity among its employees, its customers or the public.

(s) To conclude and implement agreements concerning the carrying-on of businesses in common, or the participation in profits or the amalgamation with any other company or organisation or partnership or person, engaged in business falling within the objects of the company.

(t) To establish, promote the establishment and otherwise assist any company or companies for the purpose of acquiring any assets or liabilities of the company or for any other purpose which would promote the company's objects.

(u) To sell, realise, mortgage, charge, grant rights or options or transfer the businesses, the properties and the undertaking of the company or any part thereof against any exchange, which the company would accept as it thinks fit.

(v) To accept stock or shares or debentures or mortgage debentures or any other securities of any other company for the payment, wholly or partly, of any service rendered to it, or sale made to it by this company or for any debt due by such other company.

(w) To distribute in specie or otherwise as may be decided, any assets of the company, among its members, in particular the shares, the debentures or other securities of any other company set-up for taking over the whole or part of the company's assets or liabilities but in such manner so that no reduction of capital takes place, which requires the prior approval of the Law, if any.

(x) To exercise any of the objects permitted by this Memorandum of Association in Cyprus, or in any part of the world, either alone or together with other companies, firms, organisations or persons either as agent, trustee, principal, sub-contractor or representative of other companies, firms, or persons, either through agents, trustees, subcontractors, or representatives.

(y) The company (a) shall not provide any financial services other than to its shareholders or bodies corporate in its group of companies (for the purposes hereof the term “financial services” means dealing in investments, managing investments, giving investment advice or establishing and operating collective investment advice or establishing and operating collective investment schemes and the term “investments” means shares, debentures, government and public securities, warrants certificates representing securities, units in collective investment schemes, options, futures and contracts for differences) and (b) shall not assume directly or indirectly, any obligations to the public, whether in the form of deposits, securities or other evidence of debt (for the purposes hereof the term “public” does not include banking or credit institutions, the company's shareholders or bodies corporate in the company's own group of companies. The term “deposits” does not include sums of money received on terms which are referable to the provision of goods or services other than “financial services” as defined hereinabove. The term “debt” does not include credit obtained in relation to the provision of goods or services).

(z) Generally to undertake such works which would appear to the company as enhancing or contributing to the achievement of all or some of the aforesaid objects.

It is hereby declared that each paragraph of clause 3 above will be interpreted independently and none of the above-mentioned objects mentioned in any of the abovementioned paragraphs will be considered supplementary for the purposes stated in anyone of the above stated paragraphs.

None of the aforementioned clauses would give the company the right to conduct any insurance business either alone or in cooperation with any other person.”

et ainsi adapter les statuts tels que rédigés dans le document annexé au présent acte, forme dans laquelle ils seront insérés au Registrar of Companies and Official Receiver (Chypre). Il est entendu que les formalités prévues pour que l'adoption de ces nouveaux statuts soit faite en conformité avec la loi chypriote devront être accomplies.

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de procéder à la refonte complète des statuts de la société afin de les conformer aux lois de Chypre (selon le modèle annexé au présent acte).

Neuvième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission du gérant unique actuel. L'assemblée générale donne décharge au gérant unique pour l'exercice de son mandat en tant gérant de la société.

Dixième résolution

L'assemblée générale décide de nommer les personnes suivantes en tant qu'administrateurs de la société pour une durée indéterminée, en conformité avec la loi chypriote:

Valérie Emond, demeurant à L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire, (Grand-Duchy de Luxembourg),

Fiduciana Directors Limited, ayant son siège social au 12, Mikinon Street, 1065 Nicosia (Chypre).

Les administrateurs ainsi nommés auront les pouvoirs les plus étendus pour mener à bien le transfert de la société à Chypre et à accomplir toutes les étapes, procédures et formalités nécessaires ou requises pour finaliser le transfert conformément à la loi Chypriote.

Onzième résolution

L'assemblée générale décide de nommer la personne suivante en tant qu'auditeur de la société pour une durée indéterminée, en conformité avec la loi chypriote:

AuditPoint Limited, ayant son siège social à Nikis Avenue & Kastoros Street, 1st Floor, 1087 Nicosia (Chypre).

Douzième résolution

L'assemblée générale décide de conférer pouvoir à Fiduciana Trust (Cyprus) Limited à Chypre, afin de traiter toutes les formalités administratives relatives à l'enregistrement de la Société sur continu de la société à Chypre.

Treizième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Valérie Emond Luxembourg mandataire spécial de la Société en vue de procéder à toutes les formalités requises au Luxembourg.

LES RESOLUTIONS QUI PRECEDENT SONT PRISES SOUS LA CONDITION SUSPENSIVE DE L'INSCRIPTION DE LA SOCIETE AU REGISTRAR OF COMPANIES AND OFFICAL RECEIVER, JUSQU'A MARS 2016.

Déclaration pro fisco:

L'assemblée générale décide que le transfert du siège et le changement de nationalité en découlant n'auront pas d'effet sur la personnalité juridique de la société qui devra continuer à Chypre sans qu'il s'opère de dissolution ou liquidation de la société.

Frais:

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit incombant à la société ou étant mis à sa charge du fait de la présente assemblée générale extraordinaire, est approximativement évalué, sans nul préjudice, à la somme de EUR 1.650,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant sur l'entête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais fait état ici que sur demande des personnes présentes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une traduction française. Sur requête des mêmes personnes et dans le cas où il existerait des contradictions entre le texte français et le texte anglais, il est décidé que le texte anglais prévaudra.

Signé: E. QUEREL, B, TASSIGNY, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/41271. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 janvier 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016007412/823.

(160006618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2016.

Easterly Global Trade Finance S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 191.608.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of December.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg

was held

the extraordinary general meeting of shareholders of Easterly Global Trade finance SA, a société anonyme existing under Luxembourg law, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 191.608 (the "Company") incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 16 October 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 3 December 2014 under number 3691.

The articles of association have not been amended since.

The meeting was opened at 6.00 p.m. with Ms Caroline Halembert, lawyer, in the chair, professionally residing in Luxembourg,

who appointed as secretary Mr Pierre Maucet, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer M. Błażej Gładysz, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the undersigned notary to record the following:

I. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list which, signed by the shareholders present, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies from the represented shareholders after having been initialled "ne varietur" by the appearing persons will also remain annexed to the present deed.

II. Pursuant to the attendance list, the whole share capital is present or represented and all the shareholders present or represented declare that they have had notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting and that thus no convening notices were necessary.

III. The present meeting is thus regularly constituted and could validly deliberate on all the items on the agenda.

IV. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of the corporate purpose of the Company and subsequent amendment of article 3 of the articles of association of the Company.

2. Approval of an interim balance sheet as opening balance sheet of the liquidation.

3. Dissolution and liquidation of the Company.

4. Appointment of a liquidator and determination of its powers and duties.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes, and requires the notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend the corporate purpose of the Company and to subsequently amend article 3 of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

“ 3.1. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, and the administration, control and development of its portfolio.

3.2. The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies which are, directly or indirectly, controlled by the Company or which are, directly or indirectly, under the control of the same shareholders of the Company.

3.3. The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.”

Second resolution

The general meeting of shareholders resolves to approve the interim balance sheet dated December 15, 2015 as opening balance sheet of the liquidation.

Second resolution

In compliance with articles 141 to 151 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the “Law”) the general meeting of shareholders resolves to dissolve the Company.

Third Resolution

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of shareholders resolves to appoint AIM Services S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with Trade and Companies' Register under number B 74.676, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as liquidator of the Company (the “Liquidator”).

The Liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law.

The Liquidator is hereby expressly empowered to carry out all such acts as provided for by article 145 of the Law without requesting further authorisations of the general meeting of shareholders.

The Liquidator is relieved from drawing-up inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Company will be bound by the sole signature of the Liquidator.

The Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxyholders such powers as it determines and for the period as it thinks fit.

The Liquidator may distribute the Company's assets (and related liabilities) to the shareholders at its sole discretion. Any liquidation distributions may take the form of advance payments on future liquidation proceeds.

The meeting was closed at 6.30 p.m..

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand six hundred euro (EUR 1,600.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trentième jour du mois de décembre.

Par-devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire de Easterly Global Trade Finance SA, une société anonyme existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché

de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.608, (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 16 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 3 décembre 2014 sous le numéro 3691.

Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'assemblée est ouverte à 18.00 heures sous la présidence de Mademoiselle Caroline Halembert, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui nomme comme secrétaire Monsieur Pierre Maucet, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Błażej Gładysz, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui après signature par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II. Il résulte de la liste de présence que l'intégralité du capital social est représentée à l'assemblée et que tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué avant l'assemblée et qu'ainsi aucune convocation n'était nécessaire.

III. La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points inscrits à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Modification de l'objet social de la Société et modification de l'article 3 des statuts de la société en conséquence.
2. Approbation d'un bilan intérimaire comme bilan d'ouverture de la liquidation.
3. Dissolution et liquidation de la Société.
4. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs et de ses obligations.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires adopte à l'unanimité et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés de la Société décide de modifier l'objet social de la Société et de modifier l'article 3 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«**3.1.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, et dans toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, par souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ses participations.

3.2. La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement les sociétés qu'elle contrôle, directement ou indirectement, ou qui sont sous le contrôle, directement ou indirectement, des mêmes associés qu'elle.

3.3. La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets».

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide d'approuver un bilan intérimaire daté du 15 décembre 2015 comme bilan d'ouverture de la liquidation.

Troisième résolution

Conformément aux articles 141 à 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'assemblée générale des actionnaires décide de dissoudre et de liquider la Société.

Quatrième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale des actionnaires décide de nommer AIM Services S.à r.l., une société en responsabilité limitée et existant selon les lois de Luxembourg, enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74.676, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en tant que liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la Loi.

Le Liquidateur est par la présente expressément autorisé à accomplir tous les actes visés à l'article 145 de la Loi sans devoir requérir des autorisations supplémentaires auprès de l'assemblée générale des actionnaires.

Le Liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

La Société est engagée par la seule signature du Liquidateur.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dont il fixera l'étendue et la durée.

Le liquidateur pourra distribuer, à sa discrétion, les actifs (et passif lié) de la Société aux actionnaires. Ces distributions pourront prendre la forme d'une avance sur le boni de liquidation.

L'assemblée générale est clôturée à 18.30 heures.

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ mille six cents euros (EUR 1.600,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms et résidences, lesdits comparants ont signé, avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: C. Halembert, P. Maucet, B. Gładysz, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 6 janvier 2016. GAC/2016/208. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 12 janvier 2016.

Référence de publication: 2016007413/164.

(160006765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2016.

Euroclassica-Edugroup, Association sans but lucratif.

Siège social: L-9262 Diekirch, 12, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg F 10.657.

— STATUTS

Chapitre I^{er} . Dénomination, Siège, Durée, Buts

Art. 1^{er} .

1. Il est constitué, sous forme d'une association sans but lucratif, une fédération européenne des associations de professeurs de langues et civilisations classiques régie par la loi du Luxembourg.

2. Le nom officiel de la Fédération est Euroclassica-Edugroup

3. Euroclassica-Edugroup a personnalité juridique en tant que personne morale.

4. Euroclassica-Edugroup est neutre au point de vue politique, philosophique et religieux.

Art. 2.

1. Le siège d'Euroclassica-Edugroup est établi à 12, rue Neuve, L - 9262 Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Il appartient à l'Assemblée Générale d'établir ou de modifier le siège social. En cas d'urgence, le Comité Exécutif pourra convenir d'un siège provisoire, jusqu'à ce que l'Assemblée Générale se détermine sur ce point, ce qui sera formalisé en accord avec la loi en vigueur.

Art. 3. La durée d'Euroclassica-Edugroup est illimitée.

Art. 4. Euroclassica-Edugroup, dont les buts sont à caractère pédagogique, culturel et scientifique, a pour objet:

a) de regrouper toutes les associations de professeurs de langues et civilisations classiques en Europe, et de promouvoir leur coopération;

b) d'assurer la promotion et la défense des langues et civilisations classiques - trait d'union et puissant facteur de cohésion culturelle entre les pays d'Europe - en particulier par une représentation auprès des organismes internationaux;

c) d'affirmer publiquement l'actualité des langues et civilisations classiques et de démontrer la nécessité impérieuse de leur enseignement dans le respect de l'autonomie de chaque pays;

d) d'encourager la coopération avec les associations extra-européennes qui poursuivent des buts similaires.

Chapitre II. Membres

Art. 5. Le nombre minimum des associations membres d'Euroclassica-Edugroup est celui établi par la loi du Luxembourg.

Art. 6.

1. Peuvent devenir membres d'Euroclassica-Edugroup:

- a) les associations nationales de professeurs de langues et civilisations classiques légalement créées dans des États européens;
- b) les associations régionales, provinciales ou locales de culture classique auxquelles seraient affiliés les professeurs de langues et civilisations classiques dans les États où des associations citées sous a) n'existent pas.

2. Le nom et la nationalité des associations membres figurent dans une liste annexée aux présents statuts. Elle est tenue à jour annuellement.

Art. 7. Toutes les associations membres d'Euroclassica-Edugroup sont tenues de concourir aux objectifs de la Fédération et de participer à ses activités.

Art. 8. Toutes les associations membres d'Euroclassica-Edugroup doivent se conformer aux statuts, ainsi qu'aux accords et décisions de l'Assemblée Générale et du Comité Exécutif.

Art. 9. Les demandes d'admission de nouvelles associations doivent être adressées au Comité Exécutif qui, après les avoir examinées, les soumet à l'examen et à la décision de la prochaine Assemblée Générale.

L'admission se fait à la majorité simple des membres présents ou représentés à la séance.

Art. 10. Les associations membres doivent payer une cotisation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale.

Art. 11. Les associations membres seront considérées comme démissionnaires après réception par le Comité Exécutif d'une lettre de démission.

Art. 12.

1. Le Comité Exécutif doit proposer à l'Assemblée Générale l'exclusion des associations membres d'Euroclassica-Edugroup:

- a) s'étant gravement écartées des buts poursuivis par la Fédération;
- b) n'ayant pas payé leur cotisation annuelle, après deux rappels écrits adressés par le Trésorier sur la même année.

2. L'exclusion pourra être prononcée par l'Assemblée Générale seulement après que l'association membre mise en cause aura été invitée à présenter sa défense. L'exclusion est prononcée à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés à la séance. Le vote est secret et la décision sans appel.

3. L'association membre qui cesse de faire partie de la Fédération par démission ou exclusion n'a aucun droit sur le fonds social et ne saurait réclamer le remboursement des cotisations qu'elle pourrait avoir versées.

Art. 13. Les associations membres votent à l'Assemblée Générale selon les conditions fixées à l'article 14.

Chapitre III. Organes d'euroclassica - Edugroup

Première Section. Assemblée générale

Art. 14.

1. L'Assemblée Générale se compose des représentants des associations membres. Toutes les associations membres de l'Assemblée Générale devront être convoquées aux séances dans les temps réglementaires.

2. Chaque association membre désigne officiellement un délégué pour la représenter devant la Fédération.

3. Les associations membres n'étant pas à jour dans le paiement des cotisations voient leur droit de vote à l'Assemblée Générale suspendu jusqu'à ce qu'elles aient réglé leur dû.

4. Moyennant une autorisation écrite de sa part, chaque association membre empêchée d'assister à l'Assemblée Générale pourra investir de son droit de vote le délégué d'une autre association de la Fédération. Cette autorisation devra être présentée au Président au début de la séance.

5. Sont également convoqués à l'Assemblée Générale les directeurs des activités ou programmes organisés au nom d'Euroclassica-Edugroup. Chacun d'eux dispose d'une voix.

6. Les associations membres nationales disposent de deux voix à l'Assemblée Générale. Si, pour les raisons énumérées au chap. II. art.6 al. a) et b) plusieurs associations membres représentent un même État, elles ne disposeront néanmoins au total que de deux voix.

Art. 15.

1. L'Assemblée Générale est l'organe suprême en matière de réalisation des buts de la Fédération.

2. Relèvent notamment de sa compétence:

- a) l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et la fixation du budget de l'exercice suivant;
- b) l'élection et la révocation des membres du Comité Exécutif;
- c) la modification des statuts;
- d) l'exclusion des membres;
- e) la dissolution de la Fédération;
- f) la fixation du montant de la cotisation annuelle;
- g) toutes les tâches qui lui sont attribuées dans les présents statuts.

Art. 16. L'Assemblée Générale se réunit obligatoirement en séance ordinaire une fois par an, à l'endroit indiqué dans la convocation rédigée à l'initiative du Président et envoyée par le Secrétaire.

Art. 17.

1. La convocation doit être expédiée au moins six semaines avant la date de l'Assemblée Générale. Elle comporte l'ordre du jour et - s'il y a lieu - la liste des candidats aux sièges du Comité Exécutif.

2. Toute association membre, à titre individuel ou regroupée avec d'autres, peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour sur proposition écrite adressée au Président au plus tard à l'ouverture de la séance. Dans ce cas, le Président soumettra au consentement de la majorité de l'Assemblée Générale l'inclusion du point demandé dans l'ordre du jour.

3. Toute proposition signée d'un nombre de membres égal au vingtième de la dernière liste annuelle des associations membres doit être portée à l'ordre du jour.

Art. 18.

1. En accord avec le Comité Exécutif, le Président peut convoquer l'Assemblée Générale en séance extraordinaire.

2. La convocation d'une séance extraordinaire sera obligatoire lorsqu'un cinquième des associations membres en aura fait la demande écrite et motivée au Comité Exécutif, dans les délais susmentionnés.

Art. 19.

1. L'Assemblée Générale délibère valablement si la moitié des membres plus un sont présents ou représentés à la séance.

2. L'Assemblée Générale ne délibère et ne vote que sur les points portés à l'ordre du jour.

3. Sauf dans les cas prévus par les présents statuts, les résolutions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés exerçant leur droit de vote.

4. Il appartient à l'Assemblée Générale d'approuver les règlements et de prendre les décisions qui peuvent être nécessaires pour interpréter et appliquer les présents statuts ainsi que pour atteindre les buts d'Euroclassica-Edugroup.

5. Le texte des résolutions de l'Assemblée Générale doit figurer dans le procès-verbal de la séance signé par le Président et le Secrétaire. Il est envoyé à chaque association membre.

Deuxième Section. Comité exécutif

Art. 20.

1. La gestion ordinaire d'Euroclassica-Edugroup est en charge d'un Comité Exécutif se composant de six membres au moins, tous élus par l'Assemblée Générale: le Président, le Vice-président, le Secrétaire, le Trésorier, un Responsable des relations bancaires - obligatoirement de nationalité luxembourgeoise - et deux autres membres au maximum.

2. La formation du Comité Exécutif est soumise aux règles suivantes:

- a) aucune association membre de la Fédération ne peut compter plus d'un représentant au sein du Comité Exécutif;
- b) chaque membre du Comité est élu pour une période de quatre ans;
- c) le mandat du Président est de quatre ans et ne peut être reconduit immédiatement;
- d) aucun membre du Comité Exécutif ne peut siéger plus de huit années consécutives, à l'exception du membre luxembourgeois;
- e) en cas de vacance inattendue - exception faite de celle du Président - le Comité Exécutif peut coopter un membre provisoire jusqu'à l'Assemblée Générale suivante.

Art. 21.

1. Le Comité Exécutif se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président.

2. Le Comité Exécutif ne peut délibérer valablement que si sont présents au moins trois des membres, dont le Président et le Secrétaire.

Art. 22.

1. Le Comité Exécutif est chargé de la gestion et de l'administration ordinaire de la Fédération.

2. Le Comité Exécutif peut déléguer l'exercice de certaines compétences.

3. Le Comité Exécutif est responsable de ses activités devant l'Assemblée Générale.

Art. 23.

1. Les résolutions du Comité Exécutif sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

2. Les résolutions du Comité Exécutif devront figurer dans le procès-verbal de séance signé par le Président et le Secrétaire. Il est envoyé à chaque association membre.

Art. 24. Les actions judiciaires sont exercées par le Comité Exécutif représenté par son Président ou un autre membre du Comité désigné par celui-ci à cet effet.

Troisième Section. Président**Art. 25.**

1. Le Président d'Euroclassica-Edugroup préside la Fédération, l'Assemblée Générale, et le Comité Exécutif. Il représente la Fédération sur le plan juridique.

2. Le Président est élu par l'Assemblée Générale pour une période de quatre ans.

3. En cas d'empêchement majeur du Président, le Vice-président assumera la présidence jusqu'à son retour, ou, en cas de décès ou de démission, jusqu'à l'élection d'un nouveau Président par l'Assemblée Générale.

Chapitre IV. Budget et comptes

Art. 26. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année

Art. 27.

1. Le Comité Exécutif est tenu de soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale les comptes de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant.

2. L'Assemblée Générale peut décider la constitution d'un fonds de réserve et fixer le montant et les modalités de la contribution due par chaque association membre à ce fonds.

Chapitre V. Modification des statuts**Art. 28.**

1. Toute proposition de modification des statuts ne peut être proposée que par le Comité Exécutif ou par le quart au moins des membres de l'Assemblée Générale.

2. Le Comité Exécutif doit porter à la connaissance des membres de la Fédération la proposition de modification au moins trois mois avant la date de l'Assemblée Générale qui statuera sur celle-ci.

3. Pour modifier les statuts, l'Assemblée Générale ne peut délibérer valablement que si elle réunit les deux tiers des membres de la Fédération, présents ou représentés.

4. Toute modification des statuts requiert d'avoir été approuvée par la majorité des deux tiers des voix.

5. Si cette Assemblée ne réunit pas les deux tiers des membres de la Fédération, il sera convoqué, dans les mêmes conditions, une nouvelle séance qui statuera sur la proposition en cause définitivement et valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Chapitre VI. Dissolution de la fédération**Art. 29.**

1. La dissolution de la Fédération ne peut être prononcée qu'en Assemblée Générale spécialement convoquée à cette fin.

2. L'entrée en matière requiert la présence des deux tiers des membres. Si cette condition n'est pas remplie, une seconde réunion sera convoquée, qui délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents. La dissolution ne sera prononcée que si elle est votée à la majorité des deux tiers de ceux-ci.

3. En cas de dissolution, l'avoir de la Fédération sera réalisé et l'Assemblée Générale décidera l'affectation du solde à un but aussi proche que possible des buts de la Fédération liquidée.

Chapitre VII. Disposition finale

Art. 30. Tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts sera réglé conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise, ainsi qu'aux décisions prises par l'Assemblée Générale et par le Comité Exécutif dans le cadre de leurs compétences respectives.

Luxembourg, le 27 octobre 2015.

John Bulwer / Nijole Juchneviciene / Christine Haller / Franck Colotte / Henriette van Gelder / Bärbel Flaig
COMITÉ EXÉCUTIF

Référence de publication: 2016007428/181.

(160007663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2016.

RPIT A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 80.000,00.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 112.977.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire annuelle de la société tenue en date du 5 mai 2015 approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014

1 - Le mandat des gérants:

1. Monsieur Pii KETVEL, demeurant professionnellement au 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant;

2. Monsieur Bernd JANIEZ, demeurant professionnellement au 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant;

3. Monsieur David BANNERMAN, demeurant professionnellement au 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant

est renouvelé jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société statuant sur les comptes clos en décembre 2015.

2 - L'Assemblée Générale a confirmé le mandat de Pricewaterhouse Coopers, société coopérative, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B65.477, statuant sur les comptes clos en 31 décembre 2014 et a renouvelé leur mandat jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société pour l'exercice statuant sur les comptes clos en 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2015.

Référence de publication: 2016055420/23.

(160014936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2016.

EPF (Luxembourg) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 610.727,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 194.230.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty third day of the month of December, before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

EPF (Luxembourg) 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital capital of fifty thousand Euro (EUR 50,000.-), with registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 194.207 (the "Shareholder"),

hereby represented by Me Pierre-Alexandre Lechantre, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 23 December 2015.

The said proxy signed ne varietur by the attorney and the undersigned notary shall remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of EPF (Luxembourg) 2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of thirty seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-) with registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary, of 29 January 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 691 on 12 March 2015 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 194.230 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognized to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To increase the corporate capital of the Company by an amount of five hundred seventy three thousand and two hundred twenty seven Euro (EUR 573,227.-) so as to raise it from its present amount of thirty seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-), represented by thirty seven thousand five hundred (37,500) shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, to the amount of six hundred ten thousand seven hundred twenty seven Euro (EUR 610,727.-), represented by six hundred ten thousand seven hundred twenty seven (610,727) shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

2. To issue five hundred seventy three thousand two hundred twenty seven (573,227) new shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares.

3. To accept subscription for (i) four hundred forty eight thousand seven hundred fifty two (448,752) new shares at an aggregate issue price of four hundred forty eight thousand seven hundred fifty two Euro (EUR 448,752.-) by EPF (Luxembourg) 1 S.à r.l. and to accept full payment for these four hundred forty eight thousand seven hundred fifty two (448,752) new shares by a payment out of the equity reserve account of the Company named “contribution to equity capital without the issue of shares” pursuant to the grand ducal regulation dated 10 June 2009 determining the content and the presentation of the Luxembourg standard chart of accounts (account 115) and subscription for (ii) one hundred twenty four thousand four hundred seventy five (124,475) new shares at an aggregate issue price of one hundred twenty four thousand four hundred seventy five Euro (EUR 124,475.-) by EPF (Luxembourg) 1 S.à r.l. and to accept full payment for these one hundred twenty four thousand four hundred seventy five (124,475) new shares by a contribution in kind.

4. To amend article five (5), paragraph one (1), of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the foregoing capital increase.

5. Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of five hundred seventy three thousand and two hundred twenty seven Euro (EUR 573,227.-) so as to raise it from its present amount of thirty seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-), represented by thirty seven thousand five hundred (37,500) shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, to the amount of six hundred ten thousand seven hundred twenty seven Euro (EUR 610,727.-), represented by six hundred ten thousand seven hundred twenty-seven (610,727) shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

Second resolution

The Shareholder resolved to issue five hundred seventy three thousand and two hundred twenty seven (573,227) new shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared EPF (Luxembourg) 1 S.à r.l., represented by Me Pierre-Alexandre Lechantre, aforementioned, by virtue of the aforementioned proxy (the “Subscriber”).

The Subscriber declared to subscribe for:

(i) four hundred forty eight thousand seven hundred fifty two (448,752) new shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, by a payment out of the equity reserve account of the Company named “contribution to equity capital without the issue of shares” pursuant to the grand ducal regulation dated 10 June 2009 determining the content and the presentation of the Luxembourg standard chart of accounts (account 115).

Proof of the equity reserve of four hundred forty eight thousand seven hundred fifty two Euro (EUR 448,752.-) for the subscription of the four hundred forty eight thousand seven hundred fifty two (448,752) new shares has been given to the undersigned notary.

And,

(ii) one hundred twenty four thousand four hundred seventy five (124,475) new shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, by a contribution in kind consisting of a claim in the amount of one hundred twenty four thousand four hundred seventy five Euro (EUR 124,475.-) held by the Subscriber against the Company (the “Contribution”).

The Contribution represents a value in an aggregate amount of one hundred twenty four thousand four hundred seventy five Euro (EUR 124,475.-).

Proof of the ownership by the Subscriber of the Contribution has been given to the undersigned notary.

The Subscriber declared that the Contribution is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

The Subscriber further stated that a report has been drawn up by the managers of the Company wherein the Contribution is described and valued (the “Report”).

The conclusions of the Report read as follows:

“Based on the work performed and described above, we have no observation on the value of the contribution in kind which corresponds at least in number and nominal value to the one hundred twenty four thousand four hundred seventy five (124,475) new shares of nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.”

The Report, which after being signed “ne varietur” by the Subscriber, as above represented, and the undersigned notary, will remain attached to the present deed.

Third resolution

The Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the four hundred forty eight thousand seven hundred fifty two (448,752) new shares and the one hundred twenty four thousand four hundred seventy five (124,475) new shares to the Subscriber.

Fourth resolution

The Shareholder resolved to amend article five (5), paragraph one (1), of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above capital increase.

As a consequence, article five (5), paragraph one (1), will from now on read as follows:

“ Art. 5. Share capital, (Paragraph 1).

Art. 5. The share capital of the Company is set at six hundred ten thousand seven hundred twenty seven Euro (EUR 610,727.-) represented by six hundred ten thousand seven hundred twenty seven (610,727) shares. Each issued share has a nominal value of one Euro (EUR 1.-) and is fully paid up.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand Euro (EUR 2,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person, and in case of divergence between the English and the French Text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour du mois de décembre,
par devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,
a comparu:

EPF (Luxembourg) 1 S.à r.l., une société régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de cinquante mille euros (EUR 50.000,-), dont le siège social est au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 194.027 (l'«Associé»),

représentée aux fins des présentes par Me Pierre-Alexandre Lechantre, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 décembre 2015.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera enregistrée.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de EPF (Luxembourg) 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,-), dont le siège social est au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 29 janvier 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 691 du 12 mars 2015 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194.230 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de cinq cent soixante-treize mille deux cent vingt sept euros (EUR 573.227,-) pour le porter de son montant actuel de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,-), représenté par trente-sept mille cinq cents (37.500) parts sociales, avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un montant de six cent dix mille sept cent vingt-sept euros (EUR 610.727,-), représenté par six cent dix mille sept cent vingt-sept (six cent dix mille sept cent vingt-sept) parts sociales, avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

2. Emission de cinq cent soixante-treize mille deux cent vingt sept (573.227) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3. Acceptation de la souscription (i) de ces quatre cent quarante-huit mille sept cent cinquante-deux (448.752) nouvelles parts sociales pour un prix d'émission total de quatre cent quarante-huit mille sept cent cinquante-deux euros (EUR 448.752,-) par EPF (Luxembourg) 1 S.à r.l. et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales par un

paiement à partir du compte de réserve de capitaux propres de la Société dénommé «apport en capitaux propres non rémunérés par des titres» conformément au règlement grand-ducal du 10 juin 2009 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable normalisé luxembourgeois (compte 115) et la souscription (ii) de ces cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-quinze (124.475) nouvelles parts sociales pour un prix d'émission total de cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-quinze euros (EUR 124.475,-) par EPF (Luxembourg) 1 S.à r.l. et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales par un apport en nature.

4. Modification de l'article cinq (5) des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital ci-dessus.

5. Divers

a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de cinq cent soixante-treize mille deux cent vingt sept euros (EUR 573.227,-) pour le porter de son montant actuel de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,-), représenté par trente-sept mille cinq cents (37.500) parts sociales, avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un montant de six cent dix mille sept cent vingt-sept euros (EUR 610.727,-), représenté par six cent dix mille sept cent vingt-sept (six cent dix mille sept cent vingt-sept) parts sociales, avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé décide d'émettre cinq cent soixante-treize mille deux cent vingt sept (573.227) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu EPF (Luxembourg) 1 S.à r.l., ici représenté par Me Pierre-Alexandre Lechantre, prénommé, en vertu d'une procuration donnée comme indiqué ci-avant (le «Souscripteur»).

Le Souscripteur a déclaré souscrire à:

(i) quatre cent quarante-huit mille sept cent cinquante-deux (448.752) parts sociales nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un prix d'émission total de quatre cent quarante-huit mille sept cent cinquante-deux euros (EUR 448.752,-) par un paiement à partir du compte de réserve de capitaux propres de la Société dénommé «apport en capitaux propres non rémunérés par des titres» conformément au règlement grand-ducal du 10 juin 2009 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable normalisé luxembourgeois (compte 115).

La preuve du montant des capitaux propres de quatre cent quarante-huit mille sept cent cinquante-deux euros (EUR 448.752,-) pour la souscription des quatre cent quarante-huit mille sept cent cinquante-deux (448.752) parts sociales nouvelles a été rapportée au notaire soussigné.

Et,

(ii) cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-quinze (124.475) parts sociales nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un prix d'émission total de cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-quinze euros (EUR 124.475,-) par un apport en nature consistant en une créance d'un montant de cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-quinze euros (EUR 124.475,-) détenu par le Souscripteur à l'encontre de la Société (l'«Apport»).

L'Apport représente un apport d'un montant total de cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-quinze euros (EUR 124.475,-).

La preuve par le Souscripteur de la propriété de l'Apport a été rapportée au notaire soussigné.

Le Souscripteur a déclaré encore que l'Apport est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport à la Société.

Le Souscripteur a déclaré qu'un rapport a été établi par les gérants de la Société dans lequel l'Apport est décrit et évalué (le «Rapport»).

Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Sur base du travail effectué, tel que décrit ci-dessus, nous n'avons pas d'observations quant à la valeur totale de l'apport en nature qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-quinze (124.475) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.»

Le Rapport, qui après avoir signé ne varietur par le Souscripteur, tel que ci-dessus représenté, et le notaire soussigné, restera annexé aux présentes.

Troisième résolution

L'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'émettre les quatre cent quarante-huit mille sept cent cinquante-deux (448.752) et les cent vingt-quatre mille quatre cent soixante-quinze (124.475) nouvelles parts sociales au Souscripteur.

Quatrième résolution

L'Associé a décidé de modifier l'article cinq (5), paragraphe un (1) des statuts de la Société pour refléter l'augmentation de capital ci-dessus.

L'article cinq (5), paragraphe un (1) aura désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital social (Paragraphe 1).

5.1 Le capital de la Société est fixé à six cent dix mille sept cent vingt-sept euros (EUR 610.727,-), divisé en six cent dix mille sept cent vingt-sept (610.727) parts sociales d'une valeur nominale de d'un euro (EUR 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable à la Société en raison du présente acte sont évalués à deux mille Euros (EUR 2.000,-).

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre les texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: P.-A. LECHANTRE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 29 décembre 2015. Relation: DAC/2015/22533. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée, sur demande à la société prénommé par Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, en tant que dépositaire provisoire des minutes de Maître Edouard DELOSCH, alors notaire de résidence à Diekirch.

Diekirch, le 12 janvier 2016.

Référence de publication: 2016007449/221.

(160006762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2016.

Flimmerkëscht a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-8294 Keispelt, 7, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg F 10.655.

— STATUTS

Entre les soussignés:

1) Monsieur Raymond FABER, retraité, né à Luxembourg, le 19 décembre 1955, demeurant à L-8294 Keispelt, 7, rue des Prés;

2) Monsieur François SCHLEICH, retraité, né à Dudelange, le 23 juillet 1957, demeurant à L-4976 Bettange sur Mess, 15, rue du Kiem;

3) Monsieur Guy NILLES, retraité, né à Pétange, le 28 août 1954, demeurant à L-4976 Bettange sur Mess, 28, rue du Kiem;

et tous ceux qui deviendront membres par la suite, est constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts.

Titre 1^{er} . Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er} . L'association porte la dénomination de «Flimmerkëscht a.s.b.l.». Elle a son siège social à L-8294 Keispelt, 7, rue des Prés.

Art. 2. L'association a pour objet la préparation, la production, l'exécution et la distribution d'oeuvres filmiques de tout genre, de recueillir tous dons et contributions financières, le consulting et toutes autres prestations de services pour productions audiovisuelles.

Elle pourra faire toutes les opérations commerciales ou industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. Le siège social est établie dans la Commune de Kehlen. Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Art. 4. L'association est constituée pour une durée illimitée.

Titre 2. Exercice social

Art. 5. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Titre 3. Membres

Art. 6. L'association se compose de membres actifs et de membres sympathisants. Chaque membre actif a un droit de vote à l'assemblée générale. Les membres actifs payent une cotisation. Les membres sympathisants payent leur cotisation sans prendre part à l'administration de l'association. Toute personne physique ou morale désirant faire partie de l'association doit présenter une demande d'adhésion écrite au conseil d'administration, qui procède à l'examen de la demande. Le conseil d'administration décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour lesquels l'adhésion aura, le cas échéant, été refusée.

Art. 7. Le nombre minimum des membres associés est de trois.

Art. 8. Tout membre peut quitter l'association en adressant par lettre recommandée sa démission au conseil d'administration.

Art. 9. Tout associé peut être exclu par le conseil d'administration en cas d'infraction grave aux présents statuts ou en cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constatés par le conseil d'administration. Un recours dûment motivé devant l'assemblée générale est possible. L'assemblée générale décide souverainement en dernière instance, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Titre 4. Assemblée générale

Art. 10. L'assemblée générale a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués à un autre organe de l'association. L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, sur convocation du président du conseil d'administration, adressée un mois à l'avance par lettre circulaire à tous les membres de l'association, ensemble avec l'ordre du jour. Les résolutions de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre circulaire ou par tout autre moyen approprié.

Art. 11. Les résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que l'assemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

Titre 5. Administration

Art. 12. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 3 membres au moins, élus par l'assemblée générale à la majorité simple des votes valablement émis. La durée de leur mandat est de 5 ans. Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions de président, secrétaire, trésorier. Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles. Selon les besoins de l'association, le conseil d'administration, peut procéder à l'engagement de personnel ayant le statut d'employé privé. En cas de nécessité, les frais de route et de séjour des membres du conseil d'administration seront liquidés sur le budget.

Art. 13. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. Les membres du conseil d'administration sont convoqués par simple lettre ou par tout autre moyen approprié.

Art. 14. La signature conjointe de deux membres du conseil d'administration engage l'association.

Titre 6. Ressources, Contributions et Cotisations

Art. 15. Les ressources de l'association sont fournies: par les cotisations de ses membres; par les dons et legs en sa faveur; par les subventions accordées par les pouvoirs publics; par les recettes pouvant résulter des activités et toutes autres ressources autorisées par la loi.

Art. 16. Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'association, seront tenus de payer une contribution dont le montant est fixé par l'assemblée générale. Cette contribution ne sera pas restituée en cas de désistement d'un membre.

Art. 17. La cotisation annuelle maxima pouvant être exigée des membres est fixée périodiquement par l'assemblée générale.

Titre 7. Mode d'établissement des comptes

Art. 18. Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle ensemble avec un projet de budget pour l'exercice suivant.

Titre 8. Modification des statuts

Art. 19. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

Art. 20. Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Titre 9. Dissolution et liquidation

Art. 21. La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 22. En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une association à désigner par l'assemblée générale.

Titre 10. Dispositions finales

Art. 23. La langue de travail intérieur de l'association, du conseil d'administration et de l'assemblée générale sera luxembourgeoise, sans préjudice des lois relatives à l'utilisation des langues.

Art. 24. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 24. Liste des membres.

1. La liste des membres de l'association ci-annexée aux présents statuts sera complétée annuellement par l'indication dans l'ordre alphabétique des modifications intervenues parmi les membres.

2. La mise à jour et le dépôt de la liste auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, devront être effectués endéans le mois suivant la clôture de l'année sociale.

Art. 25. Nominations. Suite à l'adoption des statuts qui précèdent, les soussignés se sont constitués en assemblée générale et ont décidé d'un commun accord de former le premier conseil d'administration dont les charges sont réparties comme suit:

Président: Monsieur Raymond FABER, retraité, né à Luxembourg, le 19 décembre 1955, demeurant à L-8294 Keispelt, 7, rue des Prés.

Secrétaire: Monsieur François SCHLEICH, retraité, né à Dudelange, le 23 juillet 1957, demeurant à L-4976 Bettange sur Mess, 15, rue du Kiem.

Trésorier: Monsieur Guy NILLES, retraité, né à Pétange, le 28 août 1954, demeurant à L-4976 Bettange sur Mess, 28, rue du Kiem.

Fait à Kehlen, le 15 décembre 2015.

Référence de publication: 2016007484/105.

(160006991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2016.

Orion IV European 29 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 190.562.

Les statuts coordonnés au 17 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2016051510/11.

(160010072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2016.

Orion IV European 30 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la foire.

R.C.S. Luxembourg B 190.599.

Les statuts coordonnés au 17 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2016051511/11.

(160010136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2016.
